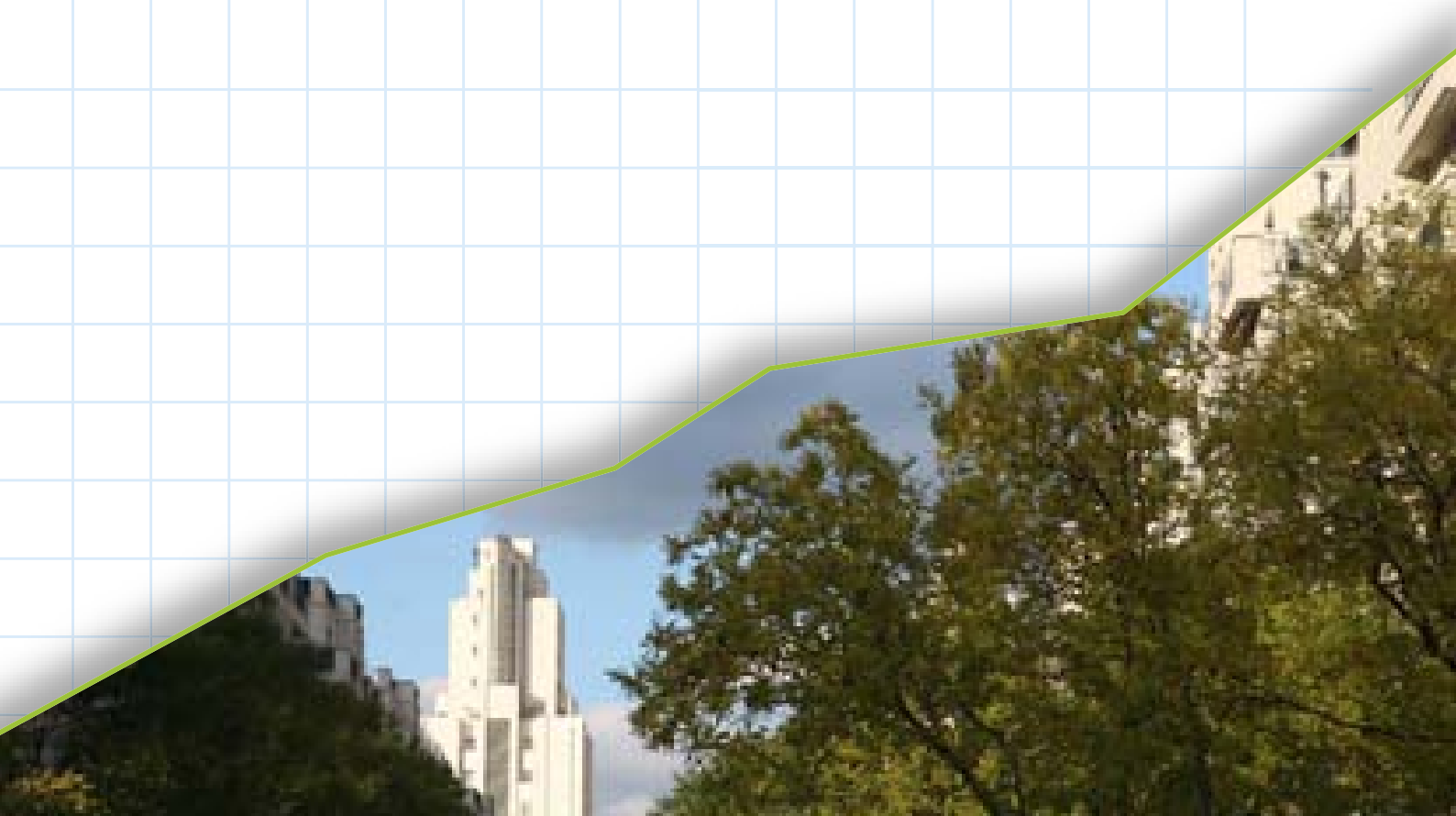




**Guide pratique
d'implantation des entreprises
à Villeurbanne
dans le respect des principes
du développement durable**

vi | | eurbanne

**DRIRE**
RHÔNE-ALPES



Un guide pour entreprendre durablement

Le développement durable est un défi : celui de construire un monde économiquement viable, socialement équitable et écologiquement vivable. Pour nous et pour les générations futures.

C'est un enjeu vaste et global et chacun peut, déjà, y contribuer de façon pragmatique. C'est l'objet de ce guide. Notre objectif est de réunir dans ce seul document les informations nécessaires à celles et ceux qui veulent créer, développer, transférer, transformer des locaux d'activité à Villeurbanne.

Ce guide doit permettre de débroussailler un parcours encore compliqué, notamment en raison des réglementations relatives à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public, à l'environnement, à l'hygiène, à la collecte des déchets, à la construction et à la modification des bâtiments... Notre objectif est d'aider les créateurs et les responsables d'entreprise à connaître et à appliquer ces règles, de faciliter leurs relations avec les différentes administrations ou avec les Conseils de quartier, acteurs à part entière de notre ville. Autant dire les «guider» pour leur permettre de se développer durablement dans notre commune,

Pour aller à l'essentiel

Qu'est-ce donc que le « développement durable » ? Pour une définition succincte de ses principes et du rôle que peuvent y jouer les entreprises reportez-vous au chapitre 1.

Pour un mode d'emploi des services municipaux de Villeurbanne reportez-vous au chapitre 2.

Vous souhaitez des informations pratiques, légales ou éthiques sur une question précise, 17 fiches-outils sont à votre disposition.

Vous intervenez dans le secteur...

... de l'hôtellerie restauration

> Les fiches n° 3, 8, 14, 16 vous sont destinées en priorité

... industriel, sur un site de production

> Les fiches n° 2, 7 et 12 vous sont destinées en priorité

... tertiaire ou des services

> Les fiches n° 6, 8 et 17 vous sont destinées en priorité

Répondre à une situation spécifique...

Vous souhaitez faire des travaux dans votre établissement ?

> reportez-vous aux fiches n° 5 et n° 6

Vous recevez du public fréquemment dans votre établissement ?

> reportez-vous aux fiches n° 6 et n° 8

Vous souhaitez faire construire ou démolir ?

> reportez-vous aux fiches n° 4

Vous souhaitez savoir que faire des déchets générés par votre installation ?

> reportez-vous à la fiche n° 2

Vous avez besoin de livrer ou de vous faire livrer facilement ?

> reportez-vous à la fiche n° 9 et n° 17

Vous souhaitez prévenir un contrôle de la DRIRE ou des services de la Préfecture

> reportez-vous aux fiches n° 12 et n°15

Vous souhaitez faire une demande de classement de votre entreprise ou connaître la réglementation spécifique aux ICPE ?

> reportez-vous aux fiches n° 4 et n°12

Des informations toujours utiles...

Sur l'accessibilité de votre établissement et vos besoins logistiques

> reportez-vous à la fiche n°6

Sur l'accueil de personnes à mobilité réduite

> reportez-vous à la fiche n°8

Sur les Plans de Déplacement des Entreprises

> reportez-vous aux fiches n°9 et n°10

Sommaire

Pour aller à l'essentiel	3
Sommaire	4
CHAPITRE 1	
Développement durable et implantation économique	
Principes généraux et enjeux locaux	5
Le développement durable : approche générale	6
L'activité économique à Villeurbanne	7
Développement durable et entreprises	8
CHAPITRE 2	
Les outils locaux et ressources à disposition des entreprises	9
Trois points d'appui essentiels	10
CHAPITRE 3	
Fiches techniques	12
Propreté des espaces publics	13
Collecte des déchets (tri, dépôt des encombrants, recyclage)	14
Qualité de vie urbaine : publicité, enseignes, chantiers, terrasses	16
Construire ou démolir : les travaux soumis à une demande de permis	17
Les travaux exemptés de permis de construire	19
Etablissements recevant du public	20
La gestion des risques majeurs et situations de crise	23
L'accessibilité des personnes à mobilité réduite	24
Déplacements urbains, partage de la voirie et accessibilité	28
Les Plans de déplacements des entreprises (PDE) et Plans de déplacements des administrations (PDA) à Villeurbanne	30
Installation, implantation et conservation des bâtiments d'entreprise	31
Activités économiques et environnement : le cas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	33
La qualité de vie au quotidien : tags et graffitis, assainissement	35
La qualité de vie face aux nuisances : bruit, odeurs, rejets atmosphériques	36
Respirer : la ventilation et l'assainissement des locaux de travail	38
Une nourriture saine : à propos de l'hygiène alimentaire	39
Occupation momentanée du domaine public	40
Index des sigles	43
Glossaire du développement durable	44
Annuaire	47
Pour en savoir plus....	48
Bibliographie	49



chapitre 1

**Développement durable
et implantation économique**

Principes généraux et enjeux locaux

Le développement durable : approche générale

Des enjeux globaux

Cette notion a émergé dans les années 1990 à la suite de la conférence mondiale pour l'environnement et le développement (Rio, 1992). Préparée à partir d'un rapport (le rapport Brundtland, Premier ministre norvégien à l'époque), ce sommet pour la Terre a rassemblé 176 pays autour des enjeux planétaires que sont le changement climatique (effet de serre), les pollutions globales (couche d'ozone, déforestations, érosion de la biodiversité, limitation et dégradation des ressources vitales) et les écarts de développement (inégalités entre le Nord et le Sud, crises sanitaires).

«Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de «besoin», et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»

Des enjeux locaux

A l'issue de la conférence de Rio, une volonté d'agir concrètement à un échelon local s'est exprimée. Les collectivités locales ont été identifiées comme étant les principales organisations susceptibles d'engager des actions à l'échelle des territoires en mobilisant les acteurs dans les relations de proximité. La méthode dite d'Agenda 21 local est devenue une démarche stratégique pour mettre en place au niveau local un projet collectif de développement durable.

Quelques villes françaises ont engagé ce type de réflexion. Le ministère français de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement a lancé deux appels (1997, 2000) pour la réalisation des Agendas 21 locaux. Cette proposition est reprise en France dans la loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT articles 23 et 24) en la déclinant à l'échelle des pays et des agglomérations.

Le Grand Lyon s'est engagé dans une démarche d'Agenda 21 en mai 2005. Un plan d'actions 2005-2008 a été établi, regroupant 86 actions réparties en 5 grandes orientations :

1° Favoriser la cohésion sociale et le développement économique

2° S'engager à lutter contre l'effet de serre

3° Améliorer le cadre de vie des habitants

4° Animer et accompagner avec les communes la prise en compte du développement durable de manière partenariale

5° Mobiliser l'institution communautaire pour le développement durable

L'activité économique à Villeurbanne

Villeurbanne, 134 400 habitants (chiffre INSEE issu du recensement intermédiaire 2005), occupe 3% de la superficie du Grand Lyon.

Sur son territoire vit 11% de la population de l'agglomération et sont installés près de **7400** établissements représentant **46 380** emplois privés (source: SIRENE / 2005).

Soit 10% des entreprises du Grand Lyon et 9,1% des emplois.

Ces emplois sont répartis pour **22 %** dans l'industrie, **7%** dans la construction, **14 %** dans le commerce, **32 %** dans les services aux entreprises et **25 %** dans les services.

**32% Services
aux entreprises**

25% Services

14% Commerce

22% Industries

7% Construction

Les entreprises villeurbannaises sont essentiellement des très petites entreprises et des PME, puisque **3878** établissements de la ville n'ont aucun salarié et **2819** de 1 à 9 salariés. Les entreprises employant plus de 200 salariés ne représentent que 0,4% de tous les établissements en activité (source: INSEE/UNEDIC 31-12-2005)

Villeurbanne occupe le 12e rang des villes françaises de + de 100 000 habitants pour son activité économique qui est diversifiée mais de plus en plus tournée vers les activités de service aux entreprises, du tertiaire et du négoce, même si elle compte encore quelques grandes unités de production des biens et machines pour l'industrie.

Dans le service aux entreprises, ce sont surtout les entreprises du secteur informatique et des technologies de communication qui se développent ainsi que les bureaux d'études, la recherche, le marketing et les activités de conseil.

Au nord de la ville, le domaine scientifique et technologique de la Doua, premier centre français pour la recherche scientifique et technologique appliquée à l'industrie, accueille 80 laboratoires, 3 écoles d'ingénieurs et 60 entreprises de haute technologie.

Par son potentiel de recherche (2500 enseignants chercheurs) et son vivier de personnel hautement qualifié, il attire de nombreuses jeunes entreprises innovantes qui s'installent ainsi à proximité (environ 900 entreprises impliquées dans des secteurs technologiquement innovants ainsi que des activités d'études, de test ou de recherche et développement sont installées dans le quartier nord de Villeurbanne).

Les quartiers sud de la ville situés à proximité de la ligne de tramway Léa sont appelés à accueillir dans un futur proche des activités plus tertiaires et de loisirs.

Développement durable et entreprises

Le développement durable est une notion qui repose sur la prise de conscience des enjeux globaux (effet de serre, limitation des ressources, pollutions globales des ressources vitales, inégalités de développement entre les continents) et des actions locales possibles. L'entreprise est un acteur incontournable, nécessaire et décisif dans ce changement de mode de développement, de vision de l'avenir, des comportements concrets et mesurables en faveur d'une prise en compte non seulement de la viabilité économique des activités mais aussi de l'équité sociale et de la qualité de l'environnement.

Il s'agit de reconnaître la contribution de l'entreprise à la vie locale en terme de qualité de vie (accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, gestion des déchets et nuisances), dans son utilisation d'un réseau de transports (réduction des nuisances et risques dans les activités de transport, optimisation des équipements et services publics tels que les transports en commun, promotion des modes doux de déplacement), dans l'accès à l'emploi (respect de la diversité, de l'égalité, mise en œuvre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), en terme de relations avec les fournisseurs et prestataires, avec les clients, les habitants. C'est parce que l'activité d'une entreprise induit des effets et car elle se place nécessairement dans un ensemble de relations, qu'elle porte une responsabilité – au même titre que d'autres acteurs – pour son environnement au sens large et un lien fort avec son territoire d'implantation. Cet ensemble de dispositions fonde la notion de responsabilité sociale de l'entreprise en tant qu'acteur d'un territoire où chacun, dans son domaine, amène sa part à un développement commun.

Le présent guide d'implantation des entreprises dans une perspective de développement durable rassemble les principales dispositions à prendre pour respecter des règles de vie communes au sein d'une ville, plus largement d'une agglomération, et plus généralement d'un territoire. Si une approche en développement durable implique de prendre en compte une pluralité de facteurs, ce guide s'attache à présenter principalement les aspects environnementaux et pratiques de l'implantation d'une activité économique.

Le cadre législatif national évolue en ce sens (loi Chevènement, loi Voynet, loi SRU, loi NRE...), les positions politiques des collectivités locales s'affirmant en faveur de nouveaux modèles d'organisation et d'aménagement (PDU, SCOT, PLU, PLH...) qui ont des retentissements sur les conditions d'activités et d'implantation des entreprises sur les territoires.



chapitre 2

**Les outils locaux
et ressources à disposition
des entreprises**

Trois points d'appui essentiels

En s'implantant dans une ville qui s'engage à promouvoir et conduire une politique de développement durable, toute entreprise doit s'informer de ces conditions pour participer à la vie d'une collectivité sans contrarier ses engagements. La ville de Villeurbanne dispose de trois ressources principales pour apporter une aide et un conseil quant aux règles à respecter.

L'Espace Entreprises de Villeurbanne

L'espace Entreprises (Maison de l'emploi, de la formation et du développement des entreprises) de la ville de Villeurbanne est le lieu ressources des entreprises créées ou en création sur le territoire communal. S'appuyant sur un réseau de partenaires, trois guichets territoriaux vous accueillent :

- > le service municipal du développement économique et de l'emploi
- > le service municipal de l'insertion par l'économie
- > l'antenne villeurbannaise de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

Trois missions pour un développement économique durable :

- > la déclinaison locale des actions de développement économique initiées par le Grand Lyon
- > l'animation, l'appui et l'accompagnement du tissu économique local
- > la promotion du territoire villeurbannais au sein de l'agglomération auprès des acteurs économiques et des partenaires institutionnels de l'économie et de l'emploi.

Cinq types d'aide et d'orientation

- > accompagnement et mise en relation avec les partenaires professionnels, y compris le responsable d'antenne de la CCIL, compétents sur les projets stratégiques de l'entreprise
- > recherche d'un terrain ou d'un local adapté à l'activité ou mieux adapté à l'évolution de l'activité de l'entreprise
- > accès facilité à des informations spécialisées sur la vie de l'entreprise
- > interface administrative entre la PME et les autres administrations, notamment pour faciliter le règlement amiable des petits contentieux.
- > Interface avec le réseau villeurbannais d'accès et de retour à l'emploi (PAVIE, Agences Locales pour l'Emploi, Mission Locale, permanence Emploi-Formation dans les Centres Sociaux).

Contacts :

Entrepreneurs de l'industrie et des services

Nathalie Tivan : 04 78 03 69 37
(nathalie.tivan@mairie-villeurbanne.fr)
Evelyne Chorier : 04 72 40 56 31
(chorier@lyon.cci.fr)
Martine Née : 04 78 03 68 59
(martine.nee@mairie-villeurbanne.fr)

Artisans et commerçants sédentaires

Laurence Hardy : 04 72 65 80 63
(laurence.hardy@mairie-villeurbanne.fr)

Créateurs ante et post-crétion (pendant les trois premières années), villeurbannais ou personnes souhaitant créer une entreprise à Villeurbanne

M. Née/0478036859, N. Tivan/047803 6937
Evelyne Chorier, déléguée d'antenne CCIL :
04 72 40 56 31 (chorier@lyon.cci.fr)

Entrepreneurs villeurbannais en recherche de compétences et porteurs de projets issus du réseau de l'insertion

Nicolas Dupont, chargée de mission emploi-insertion : 04 78 03 69 10
(nicolas.dupont@mairie-villeurbanne.fr)

Espace Entreprises, 50 rue Racine, BP 5051, 69601 Villeurbanne cedex,
tél. : 04 78 03 67 45 / fax : 04 78 03 69 12
www.mairie-villeurbanne.fr

Trois points d'appui essentiels

En s'implantant dans une ville qui s'engage à promouvoir et conduire une politique de développement durable, toute entreprise doit s'informer de ces conditions pour participer à la vie d'une collectivité sans contrarier ses engagements. La ville de Villeurbanne dispose de trois ressources principales pour apporter une aide et un conseil quant aux règles à respecter.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Partenaire de l'Espace entreprise, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat constitue un lieu ressource pour l'implantation de PME et TPE, notamment par son service « développement économique » et l'espace « jeunes artisans ».

En vertu des dispositions de la loi n°82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans, les futurs artisans (créateurs ou repreneurs) ont obligation de suivre un stage de gestion préalable à l'installation. La chambre de Métiers et de l'Artisanat du Rhône, qui a reçu mission d'organiser ce stage SPI (Stage de Préparation à l'Installation), doit être contactée suffisamment à l'avance pour pouvoir suivre avec profit ce stage, dans le but de préparer la création ou la reprise d'une entreprise artisanale.

Chambre des Métiers et de l'Artisanat 58, avenue Foch, 69006 Lyon
tel : 04 72 43 43 00 site : www.cm-lyon.fr

La Charte des Espaces Extérieurs

Pour une amélioration de la qualité paysagère des espaces urbains...
Cette charte a pour ambition de devenir un véritable guide d'aménagement des espaces publics, des places, des rues pour redonner, au fil des ans, une harmonie au paysage de Villeurbanne.

Sous le label "A nous la belle ville", elle concerne l'ensemble du territoire de la commune (4.5 millions d'euros en 2005 alloués à la création/rénovation de jardins, la mise en lumière de bâtiments publics, etc.).

Trois axes en définissent le contenu :

- > Affirmer l'identité de Villeurbanne
- > Promouvoir la qualité du cadre de vie
- > Embellir le paysage

... qui implique l'ensemble des partenaires institutionnels...

La démarche "A nous la belle ville" ne peut avoir d'effets qu'avec la participation active de tous : services municipaux, services de la Communauté urbaine de Lyon, habitants, promoteurs, commerçants, petites et moyennes entreprises, artisans...

Les interventions sur les espaces extérieurs relèvent des compétences de plusieurs autorités dont principalement :

- > La ville de Villeurbanne : éclairage public, espaces verts, autorisations de voirie, publicité, permis de construire, signalétique.
- > La Communauté urbaine de Lyon : voirie, implantation du mobilier urbain, collecte des déchets, eau potable et assainissement, propreté.

Franck Neyron, Direction Générale du Développement Urbain,
Tél. : 04 72 65 80 58 Fax. : 04 78 03 68 60



chapitre 3

Fiches techniques

Guide pratique
d'implantation des entreprises
à Villeurbanne
dans le respect des principes
du développement durable

Propreté des espaces publics

Des principes de bonne conduite

Les établissements de Villeurbanne dont l'accès donne sur la voirie sont soumis à des règles de maintien de la propreté. En effet, toute entreprise ou commerce est responsable de la propreté de l'espace de voirie attenant à ses locaux. Il lui revient de procéder au nettoyage régulier, à l'enlèvement des déchets. Le nettoyage des espaces publics relève des compétences de la communauté urbaine du Grand Lyon (service Propreté du Grand Lyon). Le Grand Lyon prend en charge la collecte des corbeilles publiques, le nettoyage et le déneigement des chaussées et caniveaux, voies piétonnes et places, sites de marché et passages souterrains. Ainsi que le fauchage des accotements et talus le long des voies, le désherbage de la chaussée et des bordures de trottoirs et le ramassage des feuilles mortes.

Mais la propreté des espaces publics est toutefois partagée avec les utilisateurs et les riverains. Il en va ainsi de la propreté des trottoirs, le Grand Lyon n'intervenant que pour l'enlèvement des gros déchets. De même, le déneigement de trottoirs qui ne sont pas situés devant un lieu public relève de la responsabilité des riverains (copropriétaires, habitants, commerçants...).

A savoir

Le Grand Lyon a décidé de limiter l'utilisation de désherbants. Seul est maintenu un traitement curatif sur les sites où le désherbage est jugé indispensable. De nouvelles techniques sont déjà expérimentées comme le désherbage thermique, le désherbage mécanique ou le paillage des massifs.

Cette démarche est progressive et va entraîner une évolution du mode de travail des agents du Grand Lyon mais aussi une acceptation de la part de la population de quelques brins d'herbes sauvages dans nos rues et sur nos places.

Contact

Direction de la Propreté de la Communauté Urbaine de Lyon

Subdivision Net.3, 1bis chemin de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne

Tél : 04.37.91.76.20 - Fax : 04.37.91.76.29

FICHE 2

Collecte des déchets (tri, dépôt des encombrants, recyclage)

Des principes de bonne conduite

Tout établissement génère des déchets du fait de ses activités. Il peut s'ensuivre des nuisances et pollutions liées à une mauvaise gestion de ces déchets, à un traitement insuffisant ou défaillant. Les conséquences peuvent relever de risques pour la santé publique ou de pollutions sur l'environnement. Chaque entreprise est responsable de l'élimination de ses déchets. Elle doit s'assurer que cette élimination est conforme à la réglementation.

La responsabilité de l'entreprise porte sur toutes les étapes de gestion interne et externe du déchet. Elle commence là où le déchet est produit, dès qu'il est produit. Elle s'étend jusqu'à l'étape finale de son élimination, traitement ou mise en décharge.

L'entreprise est responsable de tous les déchets générés par son activité, y compris :

- > les déchets identiques aux déchets ménagers, même s'ils sont collectés par le service public
- > les produits usagers issus d'un travail pour un client, dès que celui-ci les lui confie.

Le code de l'environnement et ses textes d'application fixe les conditions de gestion des déchets d'origine industrielle et commerciale.

A savoir

Tout déchet placé sur la voie publique peut entraîner des poursuites par les autorités compétentes. Toutefois, la mairie de Villeurbanne peut faire procéder à leur enlèvement. Si la décharge est sur un terrain public, il faut en informer la Direction de la proximité. Si la décharge est sur un terrain privé, il s'agit d'en informer la Direction de l'Hygiène et de la Santé Publique.

La Communauté Urbaine de Lyon a en charge l'élimination des déchets ménagers et assimilés. La collecte des déchets des entreprises s'effectue si ces déchets sont de même nature et présentés dans les mêmes proportions que les déchets ménagers. Les conditions de collecte, pour une entreprise, sont fixées à :

- > un volume de 840 litres par semaine, correspondant sur Villeurbanne à un bac gris de 140 litres collecté 5 fois par semaine et un bac vert de 140 litres collecté une fois par semaine.
- > Tout volume excédant ces 840 litres hebdomadaires devra être collecté par une entreprise spécialisée.

Au-delà de cette partie assimilable, toute entreprise, quelle que soit sa taille, doit s'acquitter d'un contrat de collecte et de traitement de ses déchets par un prestataire privé. Ce prestataire doit fournir un BSDI (Bordereau de Suivi des Déchets Industriels), lequel garantit que les déchets sont traités et éliminés conformément à la réglementation en vigueur (principe de pollueur-payeur).

A Villeurbanne, deux déchèteries communautaires sont accessibles aux entreprises, artisans et commerces. Un tri par catégories de matériaux ou de dangerosité est suivi d'un acheminement vers des filières de valorisation ou traitement.

Les conditions de dépôt en déchèterie sont les suivantes : accès autorisé sous réserve de paiement d'une redevance, fixée à 23 euros pour tout véhicule utilitaire de PTAC (poids total autorisé en charge) compris entre 2 T et 3,5 T, de hauteur maxi de 2,5 m, de longueur maxi de 5 m ; pour toute remorque de PTAC compris entre 500 et 750 kg. Le droit d'entrée est gratuit pour les VL (véhicule léger) ou véhicule dont le PTAC est < à 2 T ou toute remorque de PTAC < 500 kg.

Au-delà de ces seuils, toute entreprise doit faire procéder à la collecte de ses déchets et à leur traitement par un professionnel. Les déchets sont classables en trois grandes catégories :

- > Les déchets inertes (activités de démolition, construction, terrassement : bétons, pierres, tuiles, céramiques)
- > Les DIB (déchets industriels banals) en provenance des commerçants, artisans et services (cartons, plastiques, métaux, bois)
- > Les DIS (déchets industriels spéciaux ou encore déchets dangereux, tels que produits chimiques, solvants, désinfectants, ...). Ils sont refusés en déchèterie.

Collecte des déchets (tri, dépôt des encombrants, recyclage)

Pour aller plus loin...

Une entreprise peut faire appel à des professionnels du recyclage et de la valorisation de produits en fin de vie, tels que les équipements informatiques, les machines-outils, les matériaux de construction, les archives papier, le mobilier. La gestion collective des déchets d'entreprises permet de réduire les coûts de collecte et de traitement en passant par une association d'entreprises (par filière, par secteur, sur un parc d'activité).

Contacts

Déchèteries communautaires de Villeurbanne :

Rue Paul Krüger : Tél : 04 78 54 78 59

Rue Alfred Brinon : Tél : 04 78 84 56 09

Direction de la Propreté de la Communauté Urbaine de Lyon

Subdivision collecte Est, COLEST

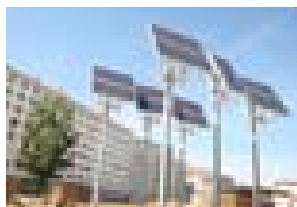
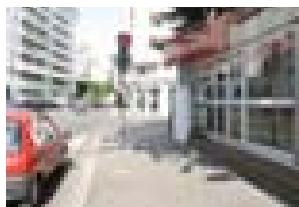
24 rue Cyprian, 69100 Villeurbanne

Tél : 04 37 91 76 00 / fax : 04 37 91 76 19

Qualité de vie urbaine : publicité, enseignes, chantiers, terrasses

Des principes de bonne conduite

Face à la pression croissante de l'automobile, l'envahissement des trottoirs par la publicité et le mobilier urbain, la ville de Villeurbanne a élaboré une Charte des Espaces Extérieurs et réfléchi à la beauté de la ville et à la mise en valeur du paysage urbain, à la protection du patrimoine et à la reconquête de l'espace public (cf page).



Aspects législatifs et réglementaires

Le règlement local de publicité, des enseignes et des pré-enseignes a été validé en conseil municipal le 2 juillet 2004. Par cet arrêté du maire, la municipalité vise une meilleure intégration des publicités et des enseignes dans le paysage urbain, elle entend aussi impliquer les sociétés concernées dans l'effort général de valorisation de la ville. Il s'agit donc d'adapter les formats publicitaires à l'environnement, d'améliorer la qualité et l'implantation des panneaux ou enseignes, de réguler leur densité, de limiter les nuisances des panneaux roulants et, enfin, de protéger les zones naturelles, les espaces verts, les entrées de ville, ainsi que les voies ou ronds-points bénéficiant d'aménagements paysagers. L'installation, la modification et le remplacement d'enseignes permanentes sont soumis à l'autorisation du maire.

Le nouvel arrêté du maire relatif aux chantiers de démolition, de construction et de réhabilitation des bâtiments, est appliqué depuis l'automne 2003 et fixe de nouvelles exigences afin d'atténuer le niveau général des nuisances. Il s'agit notamment d'améliorer la sécurité des piétons et le flux des voitures. Par ailleurs, par les différentes mesures préconisées, ce code doit permettre une meilleure insertion des chantiers dans l'espace public. Ce document d'une vingtaine de pages engage notamment la responsabilité du maître d'ouvrage et des entreprises qui interviennent. Des réunions préalables sont organisées entre les promoteurs, les entreprises et les services de la Ville et du Grand Lyon pour examiner les plans d'installation des chantiers et accorder les autorisations d'occupation du domaine public.

Les terrasses et l'occupation du domaine public par les commerçants contribuent à renforcer les services à la population tout en participant à l'animation de la Ville. Ces occupations ont un impact sur la qualité du paysage urbain et sur la sécurité des cheminements piétons. Un nouveau règlement a été mis en œuvre pour :

- > améliorer la sécurité et le confort des piétons,
- > limiter et encadrer l'encombrement du domaine public,
- > présenter une image plus valorisante des terrasses, des étalages et autres dispositifs.

Pour aller plus loin :

Il est toujours possible, avant d'installer un système de climatisation dans son commerce ou son entreprise, de se poser la question de l'impact de cette installation sur le réchauffement des espaces extérieurs et de l'air que nous respirons. Des conseils sur les systèmes qui rejettent le moins de chaleur à l'extérieur peuvent être recueillis auprès de la direction de l'hygiène et de la santé publique de la ville ou du service environnement de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement)

Pour l'installation de terrasses chauffées par les commerçants, il est de même possible de se renseigner sur le système le mieux adapté auprès de la direction générale du développement urbain.

Contact :

Franck Neyron, Direction Générale du Développement Urbain
Tél : 04 72 65 80 58 ; Fax : 04 78 03 68 60

Construire ou démolir : les travaux soumis à une demande de permis

Des principes de bonne conduite

Les opérations de démolition ont une incidence sur le paysage urbain et peuvent occasionner des gênes pour les riverains. *Elles peuvent même mettre en danger la santé des riverains et des employés de l'entreprise chargée de la démolition, si toutes les précautions ne sont pas prises lorsque de l'amiante a été détectée dans le bâti. C'est pourquoi la loi oblige d'abord à rechercher l'amiante avant toute transaction immobilière de bâtiments anciens ou démolition et, dans le cas de détection positive, oblige au recours exclusif à des entreprises agréées.* A Villeurbanne, depuis 2003, un arrêté définit les règles à respecter afin d'améliorer la sécurité et le cheminement des piétons, atténuer les nuisances, encadrer et contrôler l'évolution des chantiers. Au-delà des aspects réglementaires, construire aujourd'hui mérite une réflexion préalable sur "l'empreinte écologique" du projet : choix des matériaux ; consommation énergétique ; etc.

Aspects législatifs et réglementaires

Permis de construire : tout projet de construction d'un établissement est soumis au code de l'urbanisme (article R 421-1-1). Une démarche auprès du service Urbanisme de la ville est à entreprendre :

- > retrait du document imprimé « Demande de permis de construire » (demander 9 exemplaires du formulaire type, CERFA)
- > renseignement du document imprimé en 9 exemplaires
- > fourniture de toutes les pièces nécessaires à l'instruction du dossier (stipulées dans le formulaire de demande) en 9 exemplaires
- > soit dépôt en mairie (service Urbanisme), contre décharge soit envoi auprès du maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal

Durant les 15 jours suivant la date du dépôt du dossier, une lettre indiquant la date de prise de décision sera adressée au demandeur.

Permis de démolir : le formulaire est à retirer auprès du service Urbanisme de la ville.

Joindre toutes les pièces demandées dans le formulaire.

L'accord du propriétaire est indispensable.

Le dépôt du formulaire et des pièces jointes doit se faire à la direction générale du développement urbain ou par envoi en recommandé avec accusé de réception.

Informations pratiques

Certaines entreprises sont soumises à une réglementation spécifique du fait des impacts environnementaux de leurs activités. Le fait d'être classée en ICPE influe sur la procédure de demande de permis de construire ou de démolir.

Indépendance des procédures d'autorisation des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) et de permis de construire : tout exploitant qui veut créer une installation classée pour la protection de l'environnement doit, indépendamment du dossier de demande d'autorisation, déposer une demande de permis de construire. La demande d'autorisation ICPE et la demande de permis de construire sont deux procédures distinctes qui relèvent de deux législations indépendantes l'une de l'autre : la législation relative aux installations classées (voir Fiche n°12) et la législation de l'urbanisme. L'illégalité de l'un des deux actes n'entraîne pas l'illégalité de l'autre.

La coordination des deux procédures : le futur exploitant ICPE doit adresser au préfet sa demande d'autorisation ou sa déclaration en même temps qu'il adresse sa demande de permis de construire au maire. La demande de permis de construire est assortie de la justification du dépôt de la demande d'autorisation. De même, la demande d'autorisation doit contenir la justification de la demande de permis de construire. (article L512-15 du Code de l'environnement.)

La délivrance du permis de construire à une ICPE soumise à autorisation obéit au régime spécial prévu par les articles R 421-3-2 et R 421-12 du Code de l'urbanisme.

Construire ou démolir : les travaux soumis à une demande de permis

Autorisations de voirie (échafaudage, benne, ...) : toute occupation du domaine public (trottoir, chaussée) est soumise à une **demande d'autorisation d'occupation du domaine public** (imprimé type à retirer au service Urbanisme). Cette demande doit être faite dans les 15 jours avant le début de l'occupation.

Pour aller plus loin...

La **Haute qualité environnementale (HQE)** (construction verte, construction verte à haute qualité environnementale) constitue une démarche normalisée correspondant à l'aptitude du bâtiment à répondre aux besoins de maîtrise des impacts sur l'environnement extérieur et à la création d'un environnement intérieur confortable et sain. Elle concerne les caractéristiques du bâtiment, de ses équipements (produits et services) et du reste de la parcelle, de l'opération de construction ou d'adaptation du bâtiment elle-même. Le terme HQE, adopté par de nombreuses institutions françaises, manifeste un surcroît d'attention aux impacts environnementaux du bâti, au-delà des contraintes légales. L'utilisation de matériaux spécifiques, la mobilisation d'énergies alternatives peut s'avérer plus coûteuse à l'achat ou à la mise en place mais plus économique sur le long terme et plus respectueuse de la qualité des espaces (lumière, aération, etc.).

Contact :

Direction générale du développement urbain de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 68 05 ; Fax : 04 78 03 68 60.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49

Les travaux exemptés de permis de construire

Des principes de bonne conduite

Certains travaux ne nécessitent pas de demande de permis de construire mais sont tout de même soumis à une autorisation. Entre petits ou grands chantiers, la réglementation change mais les principes du développement durable à prendre en compte restent les mêmes : attention à l'environnement, au partage de l'espace avec d'autres occupants, aux énergies et matériaux employés et aux résultats sur le long terme.

Aspects législatifs et réglementaires

Déclaration de travaux exemptés de PC : (article L.422-2 ou L.441-2 du code de l'Urbanisme).

Cette déclaration concerne les projets de travaux de faible importance (liste sur une rubrique du formulaire) comme un projet de clôture.

Pour les magasins, les démarches administratives obligatoires à entreprendre :

- > retrait de l'imprimé « déclaration de travaux exemptés de PC » (DTEPC) auprès du service Urbanisme
- > renseignements à apporter sur la nature des travaux envisagés (restructuration des vitrines, ravalement des vitrines, pose de nouvelles enseignes dans les secteurs soumis à l'avis des architectes des bâtiments de France, réaménagement du magasin avec ou sans changement d'activité
- > joindre les documents énumérés dans le formulaire en 3 ou 5 exemplaires
- > dépôt auprès de la direction générale du développement urbain avec l'ensemble des documents ou envoi auprès du maire par pli recommandé avec accusé de réception

Le délai d'instruction réglementaire est d'un mois à partir de l'enregistrement du dossier. Ce délai peut être porté à deux mois dans le cas où des avis extérieurs sont attendus (sécurité, hygiène, accessibilité pour les personnes handicapées, architectes des Bâtiments de France). Dans le cas d'un dossier incomplet, le délai d'instruction ne démarre qu'à la date de fourniture des pièces manquantes.

Informations pratiques

Autorisation de travaux : le dossier est déposé, pour les ERP (Etablissements Recevant du Public), à la Direction générale du développement urbain, qui le transmet au service de Sécurité civile pour pré-inscription du dossier de sécurité incendie (voir Fiche n°6).

Soumise à autorisation du maire, cette autorisation concerne :

- > les travaux entraînant une modification des distributions intérieures ou nécessitant l'utilisation d'équipements, de matériaux soumis à des exigences réglementaires,
- > les travaux d'extension ou de remplacement des installations électriques,
- > les aménagements modifiant les dessertes de l'établissement.

Changement d'enseignes hors secteurs soumis à l'avis des architectes des bâtiments de France : la demande d'autorisation est à retirer auprès du service Urbanisme

- > Joindre toutes les pièces demandées dans le formulaire
- > Dépôt du formulaire et des pièces jointes au service urbanisme ou envoi en recommandé avec accusé de réception

Pour tout **changement d'activité** dans un même local, il faut s'adresser au service Urbanisme.

Autorisations de voirie (échafaudage, benne...) : toute occupation du domaine public (trottoir, chaussée) est soumise à une demande d'autorisation d'occupation du domaine public (imprimé type à retirer au service Urbanisme). Cette demande doit être faite dans les 15 jours avant le début de l'occupation.

Contact :

Direction générale du développement urbain de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 68 05 ; Fax : 04 78 03 68 60.

Etablissements recevant du public

Des principes de bonne conduite

Tout établissement destiné à recevoir du public (ERP) doit adopter des mesures de prévention et de sécurité. Ces mesures permettent aussi de limiter les pertes de biens et équipements et restreignent le risque de cessation d'activité en cas de sinistre. L'investissement financier pour la sécurité de l'établissement sera toujours largement inférieur aux conséquences d'un sinistre.

La sécurité civile a notamment pour objet la protection des personnes contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et autres personnes publiques, et des entreprises.

Aspects législatifs et réglementaires

Selon l'article R. 123-2 du Code de la construction et de l'habitation : *"Constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux, enceintes dans lesquels des personnes sont admises soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non"*.

Les articles R.123-18 à R.123-21 du Code de la construction et de l'habitation classent les établissements recevant du public par type et catégorie.

La sécurité contre l'incendie et le risque de panique dans les établissements recevant du public (ERP) relève d'une réglementation très fournie, souvent modifiée à la suite de graves événements ayant mis en lumière l'insuffisance des textes alors en usage.

L'arrêté actuellement en vigueur est celui du 25 juin 1980 modifié, approuvant les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Le décret du 31 mai 1997 vient compléter celui du 8 mars 1995, il fixe les compétences, la composition et le fonctionnement des commissions de sécurité.

Informations pratiques

Toute ouverture d'un nouvel Etablissement Recevant du Public (ERP) ou modification d'un établissement existant, nécessite de la part du requérant, une démarche auprès de la Direction générale du développement urbain pour déposer le document d'urbanisme se rapportant aux travaux envisagés.

C'est cette direction qui transmet les dossiers au service Sécurité Civile Urbaine, en vue de leur instruction au titre de la sécurité incendie par les commissions de sécurité compétentes. Il est l'interface entre les pétitionnaires et les instances de contrôle.

Dans tous les cas : ouverture d'un établissement, extension, modification des installations techniques ou des dessertes, le porteur de projet est tenu d'entamer une démarche administrative auprès des services de la mairie.

Pour aller plus loin : le dispositif de contrôle

LE CONTROLE A PRIORI

• Les permis de construire et les déclarations de travaux

Un accord préalable de l'autorité administrative qui étudie toute demande, sous l'angle de la sécurité incendie et de l'accessibilité aux handicapés, est nécessaire dans le cadre d'un permis de construire (PC) ou d'une déclaration de travaux (DT). Le service Sécurité civile urbaine de la mairie de Villeurbanne pré-instruit

LE DOSSIER DE SECURITE INCENDIE

Celui-ci doit comprendre :

- une notice de sécurité* précisant les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements extérieurs,
- des plans indiquant les largeurs des circulations et comprenant des renseignements sommaires et des schémas relatifs aux installations électriques, de gaz, de chauffage et aux moyens de défense et de secours contre l'incendie,
- les demandes éventuelles d'adaptation des règles de sécurité pour certaines dispositions ou dispositifs spéciaux.

* Des organismes privés, appelés bureaux de contrôle sont habilités à établir des diagnostics de sécurité incendie.

Etablissements recevant du public

le dossier de sécurité incendie, vérifie la conformité des pièces obligatoires, nécessaires à son étude par la Sous-commission départementale de sécurité. Puis, il le transmet à cette instance qui siège sous l'autorité du Préfet du Rhône et émet un avis au regard des documents imposés.

• Les autorisations de travaux

Celles-ci sont soumises à autorisation du maire (voir Fiche n°5). Dans sa demande de PC, de DT ou d'autorisation de travaux, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction, en particulier, celles relatives à la solidité. Le délai d'instruction ne commence à courir qu'à la réception de cette pièce.

ATTENTION : Un avis défavorable de la sous-commission départementale de sécurité implique un refus du permis de construire sauf pour les autorisations de travaux où le maire peut accorder ou refuser l'autorisation.

LE CONTROLE A POSTERIORI

• L'autorisation d'ouverture et/ou la réception de travaux

A l'achèvement des travaux, une demande d'autorisation d'ouverture doit être déposée en mairie. *Le maire saisit la commission communale de sécurité*, un mois avant la date prévue afin d'organiser une visite de réception de travaux et d'ouverture.

L'exploitant peut se faire assister de personnels compétents et d'experts techniques des bureaux de contrôles.

Au cours de cette visite, les membres de la commission étudient et réunissent différents documents obligatoires :

- > les rapports techniques relatifs à la sécurité, établis par des organismes agréés, concernant les installations et équipements,
- > l'attestation du maître d'ouvrage concernant la solidité de l'ouvrage quand celle-ci n'a pas été remise avec la demande d'ouverture,
- > l'attestation du contrôleur technique lorsque ce dernier est requis.

En fin de visite, un procès verbal est rédigé :

- > il mentionne les caractéristiques de l'établissement,
- > il constate l'exécution des vérifications techniques réglementaires,
- > il donne un avis favorable à l'ouverture en précisant s'il y en a, les délais pour lever des réserves mineures, ou formule un avis défavorable à l'ouverture.

Dans ce dernier cas, le maire peut suivre l'avis de la commission de sécurité compétente ou accorder l'autorisation d'ouverture.

La rédaction de ce procès verbal peut se faire en huis clos, à la demande du président de la commission de sécurité.

L'autorisation d'ouverture fait l'objet d'un arrêté municipal, notifié à l'exploitant et transmis aux services préfectoraux.

• Les visites périodiques

Tous les ERP (Etablissements Recevant du Public) font l'objet de visites de contrôles périodiques, un arrêté du 7 juillet 1997 en fixe la fréquence, en fonction du type et du classement de l'établissement.

Ces visites ont pour objet :

- > de vérifier si les prescriptions édictées sont observées, si les installations techniques et dispositifs de lutte contre l'incendie sont régulièrement vérifiés,
- > de contrôler la tenue du registre de sécurité,
- > de suggérer des améliorations ou des modifications.

Etablissements recevant du public

Sous l'autorité du préfet du Rhône, il appartient à la Commission communale de sécurité de réaliser les contrôles des Etablissements (ERP) figurant dans le fichier départemental des établissements recevant du public. Sa composition est la même que précédemment.

A l'issue de la visite, elle rédige un procès verbal et donne un avis favorable ou défavorable à la poursuite de l'exploitation. Dans ce dernier cas, le maire peut passer outre, dans la pratique cela reste rare car sa responsabilité est engagée.

Dans tous les cas, un avis défavorable s'accompagne de prescriptions et il sera demandé à l'exploitant de s'engager sur un échéancier de travaux afin de remettre son établissement aux normes. S'il n'y a pas engagement ou s'il y a manquements graves aux règles de sécurité, le maire peut faire fermer l'Etablissement (ERP) par un arrêté de fermeture administrative.

ATTENTION : Pour les Etablissements Recevant du Public (ERP) de 1^{ère} catégorie, c'est-à-dire pouvant accueillir un effectif supérieur à 1500 personnes, la Sous-commission départementale de sécurité reste compétente pour tous les contrôles : a priori comme a posteriori.

• Le registre de sécurité

Une tenue régulière du registre de sécurité est nécessaire, l'article R123-51 en donne succinctement le contenu : *"Les renseignements indispensables à la bonne marche de l'exploitation doivent être consignés sur un registre de sécurité et notamment :*

- > *la liste du personnel chargé du service incendie (le plus souvent l'exploitant)*
- > *les consignes en cas d'incendie,*
- > *les dates et natures des travaux d'aménagement ou de transformations, ainsi que les noms des entrepreneurs et des maîtres d'œuvre,*
- > *les contrats d'entretien des installations de sécurité."*

A chaque contrôle de l'autorité administrative, ce document sera réclamé à l'exploitant et signé par les membres de la commission communale de sécurité.

Contact :

Service Sécurité civile de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 68 03 ; Fax : 04 78 03 67 29

La gestion des risques majeurs et situations de crise

Des principes de bonne conduite

La Commission Française du Développement durable propose « une mise en œuvre concrète du principe de précaution orientée vers l'identification des problèmes et l'anticipation des crises. L'esprit de précaution demande qu'une procédure systématique de veille, pré-alerte, puis action correctrice, soit possible à ouvrir dans tous les cas nécessaires, par constitution de structures ad hoc. Les membres de ces organes consultatifs sectoriels feront connaître leurs intérêts dans la question. Les médias ont un rôle de transparence à jouer dans cette procédure ».

Mais la gestion des risques majeurs et situations de crise appelle aussi au principe de sécurité civile qui a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés, relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et autres personnes publiques, et des entreprises.

Informations pratiques

Le PCS (Plan Communal de Sauvegarde) est l'outil de prévention des risques majeurs et des situations de crise.

Dans ce cadre, un recensement par quartier permet, à titre préventif, d'identifier les entreprises pouvant être touchées en cas de risque majeur naturel, proximité des zones inondables par exemple, ou celles dont l'activité normale peut s'avérer ponctuellement dangereuse pour les populations, exemple d'un incendie se déclarant à proximité d'un atelier de stockage de produits inflammables.

Sans répondre entièrement aux exigences du Plan communal de sauvegarde, l'existence d'un dispositif municipal d'astreintes facilite la réactivité des services municipaux et des élus dans la commune. Celui-ci est activé chaque jour, de 17h à 8 heures du matin ainsi que les jours fériés et week-end, en continu.

Un travail partenarial entre la mairie de Villeurbanne et ses principaux partenaires est en œuvre pour la mise en place du Plan communal de sauvegarde, défini par la loi du 13 juillet 2004, portant sur la modernisation de la sécurité civile. Ce document est un outil permettant aux communes de faire face à des situations exceptionnelles comme un risque majeur naturel ou technologique ou à tout événement nécessitant la mise en place d'une cellule de crise.

Les risques majeurs identifiés par la préfecture du Rhône dans notre commune sont les suivants :

- > inondation,
- > rupture de barrage,
- > transports de matières dangereuses.

Le Plan communal de sauvegarde doit aussi répondre à toutes autres situations de crise :

- > activation d'un plan neige,
- > activation d'une alerte météo,
- > explosion au gaz,
- > effondrement d'un bâti, etc.

Il doit formaliser par écrit, une organisation de crise adaptée aux moyens de la commune et peut se définir ainsi : il s'agit de répartir des missions prédéfinies à différents acteurs identifiés, en fonction des moyens existants.

Il prévoit l'organe spécifique de gestion de crise en répondant aux grandes fonctions logistique, de ravitaillement, d'hébergement d'urgence et relogement, et de communication, information des populations, etc.

Contact :

Service Sécurité civile de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 68 03 ; Fax : 04 78 03 67 29

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite

Des principes de bonne conduite

Il existe en France près de 5 millions de personnes handicapées. Une majorité d'entre elles rencontre de grandes difficultés de déplacement et d'insertion en raison de leur mobilité réduite qui ne leur permet pas de participer pleinement à la vie sociale. L'entreprise doit - au même titre que les services publics - veiller à l'accessibilité de tous sans discrimination. Pour les personnes à mobilité réduite cela signifie la mise en place de certains aménagements spécifiques.

Aspects législatifs et réglementaires

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées garantit le principe d'accessibilité. Tout doit désormais être pensé et conçu pour qu'une personne handicapée puisse accéder à un service, à un lieu, prendre part à une réunion, suivre une formation, accéder à l'information.

La loi définit un handicap comme « *toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou de plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un poly-handicap ou d'un trouble de santé invalidant* ». L'ensemble des handicaps et non plus le seul handicap moteur sont donc désormais pris en compte.

PRESCRIPTIONS TYPES RELATIVES À L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

ESPACES EXTÉRIEURS

Chemin extérieur :

Le cheminement extérieur permettant l'accès usuel à l'établissement recevant du public devra être en sol non meuble, non glissant et sans obstacle pour les roues.

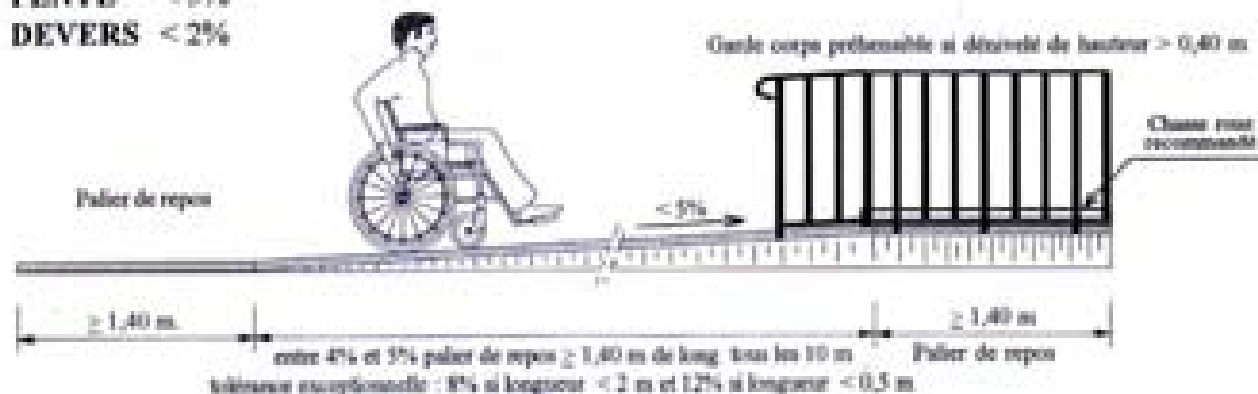
Palier de repos :

Un palier de repos (1,40 m par 1,40 m minimum hors tout obstacle et débatement de portes) est obligatoire en haut et en bas de chaque plan incliné, devant toutes les portes à l'intérieur de chaque sas.

GRILLE, TROUS OU FENTES



PENTE < 5%
DEVERS < 2%



L'accessibilité des personnes à mobilité réduite

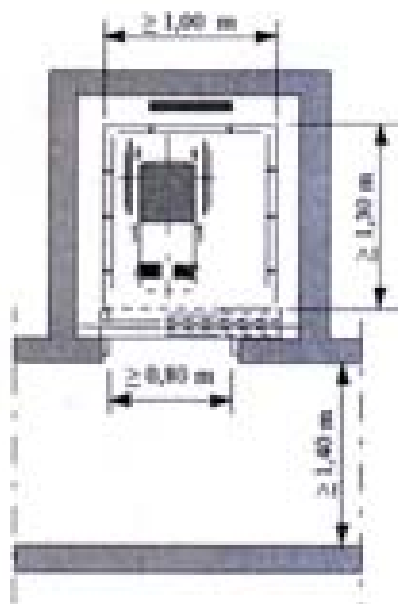
Seuil :

Les éventuels seuils ou ressauts devront être de 2 cm au maximum.

RESSAUTS ≤ 2 cm



ASCENSEURS



ESPACES INTÉRIEURS

TABLE, BANQUE, GUICHET



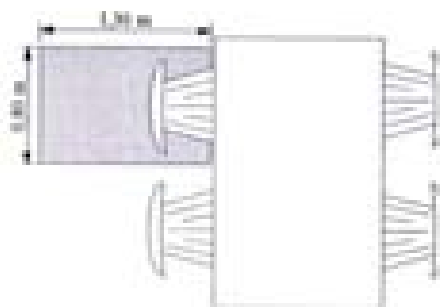
Banques, guichets, bars...

Lors de la présence de banques d'accueil, guichets, bars et autres comptoirs, l'un d'eux devra présenter une partie surbaissée ou une tablette dont la hauteur sera comprise entre 0,70 m (partie inférieure) et 0,80 m (partie supérieure). Prévoir un espace libre de tout obstacle devant ou à côté de 0,80 m par 1,30 m.

Aménagement intérieur :

Lors de l'aménagement ultérieur des locaux (mise en place de mobilier,...), respecter les largeurs minimales de 1,40 m pour les circulations principales.

Les poignées de portes, de fenêtres, des fentes de boîtes aux lettres, les interrupteurs électriques, les robinets et les différents dispositifs de commande utilisables par le public (y compris les systèmes de lutte contre l'incendie ou d'alarme) devront être à une hauteur maximale de 1,30 m au-dessus du sol et à une hauteur minimale de 0,40 m du sol (hauteur souhaitable / 1 m)



L'accessibilité des personnes à mobilité réduite

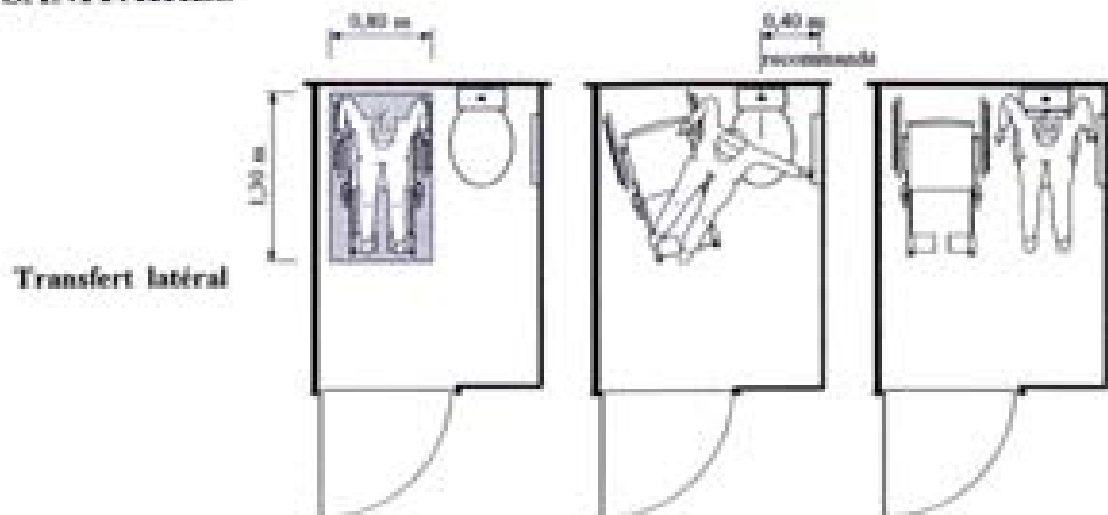
Sanitaires pour personnes handicapées

Respecter un espace de 0,80 m par 1,30 m (hors débattement de portes et tout obstacle) à côté de la cuvette.

La hauteur de la cuvette devra être comprise entre 0,46 m et 0,50 m du sol

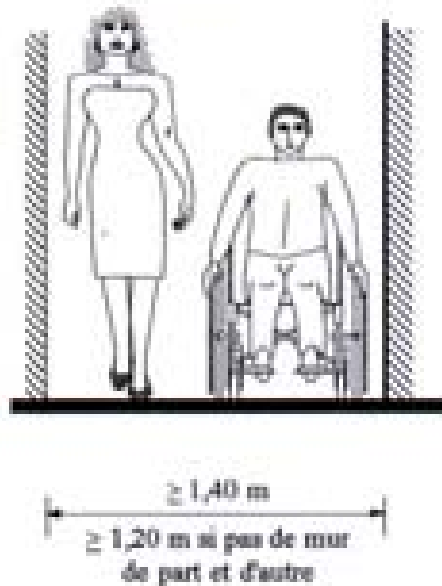
Prévoir une barre d'appui à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m du sol

SANITAIRES

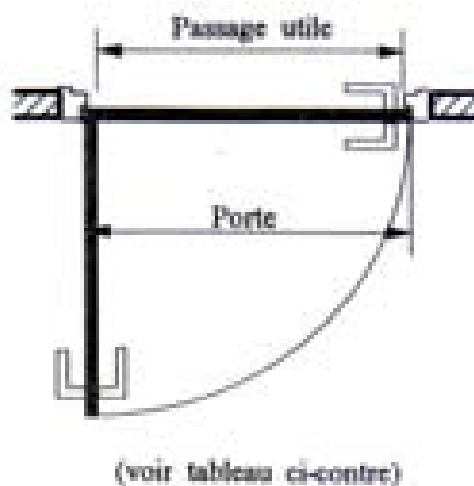


Aménagement des passages

LARGEUR



PORTE



A NOTER :

Les schémas présentés ci-dessus seront utilisés dans l'étude des documents présentés lors de l'instruction de la demande de Permis de Construire

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite

Pour aller plus loin....

Espace de stationnement pour les personnes à mobilité réduite

Toute demande d'aménagement d'un espace de stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite peut être effectuée auprès du maire adjoint à la circulation.

A cette demande devront être jointes les pièces justificatives (carte d'invalidité européenne, macaron GIG-GIC)

Toute demande fait l'objet d'un examen en Groupe de Travail Déplacements Urbains.

La demande est acceptée s'il n'existe pas d'autre zone dans la rue et si il n'y a pas possibilité d'avoir une place en parking privé. Lorsque la demande de création d'un espace réservé aux personnes à mobilité réduite est accordée, la mairie prend un arrêté de circulation.

Le tracé de l'espace réservé est réalisé par le service Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon.

Une réglementation est à respecter pour l'usage de cette zone :

- > cette zone n'est pas nominative
- > il ne peut donc être mis d'objets (barrières, plots, ...) pour se réserver cet emplacement
- > avertir le service circulation lorsque cette zone n'est plus utilisée.

Nombre approximatif de places réservées au stationnement de personnes à mobilité réduite à Villeurbanne : environ 130

Contact :

Service Déplacements, Transports urbains, Accessibilité de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 72 65 80 53; Fax : 04 78 03 68 60

Renseignements sur l'aménagement d'un espace de stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite :

Service Circulation de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 67 89 ; Fax : 04 78 03 68 66

Déplacements urbains, partage de la voirie et accessibilité

Des principes de bonne conduite

En milieu urbain, la voirie est partagée entre les habitants, les commerçants et les entreprises de livraison. A ce jour, peu de mesures ont été adoptées pour faciliter le flux de transport des marchandises en ville et ses conséquences sur la circulation et le stationnement.

Les entreprises sont directement concernées par cette problématique de la livraison des marchandises en milieu urbain (*voir Fiche n°17*) et, pour les plus importantes, par les plans de déplacements d'entreprise (*voir Fiche n°10*).

Le partage des espaces de voirie entre les différents usagers a par ailleurs toujours été une préoccupation de la ville de Villeurbanne. Cette préoccupation est d'autant plus forte que la loi a instauré les PDU et que la ville a pris une part active à son élaboration et à sa concrétisation sur son territoire.

Aspects législatifs et réglementaires

Le PDU ou Plan de Déplacements Urbains, né de la loi d'orientation des transports intérieurs (loi LOTI) en 1982 et rénové par la loi sur l'air du 30 décembre 1996 (loi LAURE), est obligatoire dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

La loi de Solidarité et de Renouvellement Urbains (loi dite SRU) conforte la place du PDU et impose l'intégration d'une réflexion sur les transports des personnes et des marchandises. Elle ajoute à la loi LOTI trois orientations nouvelles : la sécurité de tous les déplacements, l'encouragement au développement de plans de mobilité pour les entreprises et le développement de la tarification intégrée pour l'ensemble des déplacements.

Informations pratiques

La compétence en matière de voirie revient au Grand Lyon. De son côté, le maire de Villeurbanne a la compétence en matière de police sur la voirie.

Ce partage de la voirie entre les différents usagers est matérialisé par une signalisation au sol ou par des panneaux de façon à réserver des espaces affectés :

- > aux véhicules motorisés
- > aux personnes à mobilité réduite (places de stationnement réservées)
- > aux livraisons
- > aux transports de fonds
- > aux piétons (trottoirs)
- > aux vélos : bandes cyclables, pistes cyclables, itinéraires conseillés...
- > aux terrasses et étalages des établissements de commerce sur la voirie (*voir Charte des espaces extérieurs*)



Déplacements urbains, partage de la voirie et accessibilité

Pour aller plus loin :

Le PDU ou Plan de Déplacements Urbains définit la politique des déplacements de l'ensemble de l'agglomération lyonnaise. Il vise à assurer un équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilité d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part.

Il a donc comme objectif un usage coordonné de tous les modes de déplacements, notamment par une affectation appropriée de la voirie, ainsi que la promotion des modes les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie.

Approuvé en 1997, le PDU a permis d'affirmer la nécessaire accessibilité des pôles d'activités économiques sur Villeurbanne pour les habitants. Les entreprises et grands équipements choisissant fréquemment de s'installer en périphérie, où la desserte en transports en commun est relativement faible, difficile à organiser, le PDU a permis de répondre spécifiquement à ce besoin de rapprochement et de desserte des grands pôles.

Révisé en 2003/2004, il a permis d'engager des actions, mises en œuvre sur la ville de Villeurbanne au travers de :

- > L'installation de nouvelles lignes fortes de transport en commun
 - La ligne de tramway T1 de la gare multimodale de Perrache à la Feyssine, via le campus de la Doua
 - Les lignes de tramway LEA, reliant la Part-Dieu à Meyzieu et Saint-Exupéry (inaugurée en décembre 2006), et LESLYS (en projet) reliant la gare multimodale de la Part Dieu à la Doua
 - La ligne de trolleybus C2 de Rillieux La Pape à destination de La Part-Dieu (en cours d'étude)
 - La ligne de trolleybus C3 reliant Saint-Paul à Vaulx-en-Velin (en prévision)
 - La ligne forte A7 (ligne de bus n°38) en prévision
- > La mise en place de pédibus
- > La mise en application du schéma directeur Vélos et de la mise en place de Vélo'V
- > La mise en application de la charte du piéton
- > La prise en compte des marchandises et de leurs livraisons en ville
- > La sécurité des déplacements

L'implantation du Pôle Multimodal de la SOIE , dans le Carré de Soie, comprend :

- > une station de la ligne de Tramway LEA
- > une station de la ligne de Tramway LESLYS
- > Le prolongement de la ligne A du métro
- > L'itinéraire cyclable Nord-Sud sur la rue de la Poudrette (en projet)
- > un parc relais
- > une gare routière (bus), desservant l'est lyonnais

Le PDU à Villeurbanne se traduit par une affectation accrue de l'espace public de voirie disponible aux modes doux (marche, vélo) et par une volonté d'organiser toujours mieux les différentes fonctions dévolues à la voirie, notamment pour les personnes à mobilité réduite et les livraisons.

Carte du réseau TCL, des stations Vélo'v et des pistes cyclables



Contact :

Service Déplacements, Transports urbains, Accessibilité de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 72 65 80 53; Fax : 04 78 03 68 60

Les Plans de déplacements des entreprises (PDE) et Plans de déplacements des administrations (PDA) à Villeurbanne

Des principes de bonne conduite

Les Plans de déplacements des entreprises (PDE) ou des administrations (PDA) visent à limiter les nuisances liées aux déplacements individuels motorisés, en organisant mieux les trajets domicile-travail ou professionnels et en encourageant les modes de déplacement alternatifs (marche à pied, vélo, transports en commun) ou le co-voiturage.

Informations pratiques

Dans le cadre d'un PDE ou d'un PDA, l'employeur peut prendre en charge tout ou partie de l'abonnement TCL domicile/travail de ses salariés. Dans l'agglomération, les PDE ou PDA existants ont permis une prise en charge de 25 et 45% du prix de l'abonnement TCL par l'employeur et le Sytral (Syndicat des transports de l'agglomération lyonnaise).

L'employeur peut solliciter :

- > une subvention de l'Ademe (50% du montant de la pré-étude)
- > les conseils des experts du Certu (un guide des PDE est consultable)

Il est possible de réaliser des PDE ou PDA impliquant plusieurs établissements, entreprises ou administrations implantées sur une même zone ou parc d'activités.

Le partenaire privilégié dans l'agglomération lyonnaise reste le Sytral.

Il existe des cabinets spécialisés pour les missions de conseil, d'accompagnement à l'élaboration d'un PDE ou d'un PDA (cabinets de management, de communication, de diagnostic technique, de préconisations...). Le recours à ces cabinets permet de solliciter des subventions de l'Ademe.

Pour aller plus loin

Quelques exemples de PDE et de PDA réalisés dans l'agglomération lyonnaise :

- > Communauté urbaine de Lyon
- > Ville de Villeurbanne
- > Préfecture de Lyon et Ville de Lyon
- > EDF-Septen
- > DDE
- > Semaly

Fin 2005, une trentaine d'entreprises de l'agglomération avaient signé un PDE, avec 4000 abonnements à tarifs préférentiels. Celui de la ville de Villeurbanne, élaboré avec différentes administrations du centre-ville, est opérationnel depuis l'automne 2006.

Contact :

Service Déplacements, Transports urbains, Accessibilité de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 72 65 80 53; Fax : 04 78 03 68 60

Installation, implantation et conservation des bâtiments d'entreprise

Des principes de bonne conduite

Le principe de précaution, développé par la loi de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et destiné à prévenir la dégradation de l'environnement, implique une anticipation et une identification des risques majeurs et des situations de crise auxquels peut être confrontée une entreprise (voir Fiche n°7).

Le principe de sécurité civile requiert la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés pour garantir la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes.

Le principe de précaution et le principe de sécurité civile s'appliquent :

- > aux cas de reprise de bâtiments (amiante),
- > aux cas des friches industrielles (permis de démolir) : sols et bâtiments pollués,
- > aux cas des immeubles menaçant ruine, notamment après des sinistres ou des intempéries.

Aspects législatifs et réglementaires

Lors de l'acte d'achat d'un terrain à bâtir ou de locaux, l'acheteur doit demander auprès du vendeur des documents attestant de la qualité de l'environnement (sol). Il peut faire procéder à un carottage dans le sol pour en vérifier l'absence de pollutions.

Le vendeur de son côté doit être en mesure de fournir des preuves matérielles (relevé des mesures) garantissant l'absence de pollutions du site. La preuve d'absence de pollution doit être fournie par un professionnel agréé par la préfecture.

Toute intervention de dépollution d'un site mis en vente est à la charge du vendeur.

L'acheteur doit procéder à une étude de l'historique du site qu'il compte acquérir et occuper, avant la signature de l'acte de vente. Cette étude du sol doit être réalisée par des organismes spécialisés.

Informations pratiques

Une banque de données sur l'état des sols est disponible auprès de la DRIRE de la région Rhône-Alpes, service déconcentré de l'Etat en charge des contrôles des activités et sites industriels.

La Direction Hygiène et Santé Publique de la ville de Villeurbanne peut reconstituer un historique des sites d'activité sur demande spécifique. Dans la mesure où la base de données municipale ne comprend pas d'éléments et de renseignement précis, la préfecture dispose de documents et dossiers.

Il existe également deux bases de données concernant les sites et sols pollués, régulièrement enrichies :

- > BASOL, sur les sites pollués par les activités industrielles, établie à partir de 1994 et destinée à être la « mémoire » des sites et sols pollués en France : <http://basol.environnement.gouv.fr>
- > BASIAS, sur les sites anciens, mise en place en 98: <http://basias.brgm.fr/>

Installation, implantation et conservation des bâtiments d'entreprise

Pour aller plus loin

L'application des pouvoirs de police du maire en matière d'édifices menaçant ruine.

Dès qu'il a connaissance d'un dysfonctionnement sur un bâti, le maire, par l'intermédiaire du service SCU (Sécurité Civile Urbaine), doit prendre toutes les mesures nécessaires et assurer la sécurité de la population concernée.

Le champ d'application est très large puisqu'il s'applique à l'ensemble du domaine privé, maisons d'habitation, bâtiments à usage industriels et agricoles, monuments funéraires et à tous les éléments faisant corps avec un immeuble : mur d'enceinte, corniche de balcon, cheminées, fondations...

La maire peut être saisi :

- > par le Service départemental d'incendie et de secours appelé en intervention,
- > par les services municipaux comme la Direction de l'hygiène et de la santé publique,
- > par les associations d'aide au logement ou encore par de simples particuliers.

Deux types de procédures possibles : la procédure de péril imminent ou la procédure de péril ordinaire dit aussi « non imminent ».

Le choix de la procédure dépend de l'appréciation de la situation, c'est pourquoi l'avis d'experts est obligatoire.

Dans les deux cas, le maire fait injonction au propriétaire, par le biais d'un arrêté municipal, de réaliser les travaux prescrits dans un délai imparti.

En cas de non exécution, l'administration peut se substituer au propriétaire en faisant procéder aux réparations aux frais de ce dernier.

Les différentes phases de la procédure peuvent faire l'objet de recours aux tribunaux compétents.

Afin de mieux gérer le problème des immeubles pouvant présenter un danger pour leurs occupants, la ville de Villeurbanne s'est engagée aux côtés de la Communauté urbaine dans un programme d'intérêt général sur les immeubles dits sensibles.

Contact :

Direction hygiène et santé publique de la mairie de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 67 73 ; Fax : 04 78 03 67 10

dhsp@mairie-villeurbanne.fr

DRIRE Rhône-Alpes

Groupe Subdivision du Rhône, 63, avenue Roger Salengro - 69100 Villeurbanne

Tél : 04 72 44 12 00 - Fax : 04 37 91 28 08

Renseignements sur les obligations et procédures à suivre en matière d'immeubles menaçant ruine :

Service Sécurité civile de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 68 03 ; Fax : 04 78 03 67 29

Activités économiques et environnement : le cas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Des principes de bonne conduite

Le principe de précaution et le principe de sécurité civile impliquent pour les entreprises et installations industrielles de prévenir et gérer les risques de dommages graves et irréversibles à l'environnement (voir Fiche n°7) et de garantir la protection des personnes et des biens contre les accidents, les sinistres et les catastrophes. Ce type d'établissement présentant des risques accrus pour l'environnement (physique et humain) est aujourd'hui progressivement installé loin des zones habitées sur des zones spécifiquement aménagées. Mais certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) implantées historiquement, persistent dans des zones très urbanisées. Il importe alors de prendre des précautions supplémentaires afin de s'assurer qu'elles ne causent aucun dégât irréversible ou gêne pour les riverains.

Aspects législatifs et réglementaires

Les ICPE. sont définies comme «les installations qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et monuments » (cf. article L. 511-1 du Code de l'environnement).

C'est une nomenclature qui fixe le régime applicable pour :

- > Les installations non classées
- > Les installations classées soumises à déclaration : dossier simplifié à remettre à la préfecture qui délivre en retour un récépissé de déclaration.
- > Les installations classées soumises à autorisation : un dossier plus complet, avec un descriptif du projet (plans), une étude d'impact, une étude de dangers, une notice d'hygiène et de sécurité et un résumé non technique.

La législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est la base juridique de la politique de l'environnement industriel en France.

En dehors des installations nucléaires et des mines (qui relèvent d'autres législations), elle vise toutes les activités industrielles, les élevages intensifs et les activités de traitement de déchets.

Parmi les ICPE soumises à autorisation, certaines installations peuvent, en fonction du produit et de la quantité présente, stockée ou fabriquée, donner lieu à des Servitudes d'utilité publique, concernant l'utilisation du sol notamment.

En parallèle, le Conseil des Communautés européennes a adopté le 24 juin 1982 la directive européenne dite «directive Seveso», concernant les risques d'accidents technologiques majeurs.

Elle liste une série de produits et substances «dangereuses» ainsi que des seuils associés. Si la quantité de produits présente dans l'installation est supérieure au seuil correspondant, l'installation est soumise à cette directive. Celle-ci oblige les Etats membres à disposer d'une législation imposant aux industriels d'étudier les dangers présentés par leur activité et de consigner les résultats de cette étude dans un document de synthèse qui fait l'objet d'une notification à une administration compétente désignée à cet effet.

En France, c'est au travers de la législation des ICPE que la directive Seveso est appliquée.

Activités économiques et environnement : le cas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Informations pratiques : à qui s'adresser ?

En France, seul l'Etat est compétent en matière de législation des installations classées. Il intervient par l'intermédiaire du préfet du département assisté de services techniques.

Les DRIRE (Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) sont des services déconcentrés des Ministères de l'Industrie et de l'Environnement et sont donc placées sous l'autorité des préfets de régions et de départements.

Elles ont pour missions principales :

- > les contrôles techniques (instruments de mesures, véhicules, appareils à pression, canalisations de transport de fluides),
- > l'environnement industriel (inspection des installations classées),
- > la sûreté des Installations Nucléaires de Base,
- > le développement industriel,
- > l'énergie et le sous-sol,
- > le contrôle des barrages.

Dans le domaine de l'environnement industriel, elles sont chargées d'assurer l'inspection des installations classées (instruction des demandes d'autorisation et contrôle des installations pendant leur fonctionnement), de prévenir les risques industriels majeurs, de contrôler les circuits d'élimination des déchets, de surveiller la qualité de l'air et de coordonner les services chargés de l'inspection des installations classées (DRIRE, Direction des services vétérinaires et Direction régionale de l'agriculture et de la forêt).

Contact :

Direction hygiène et santé publique de la ville de Villeurbanne (relais de la DRIRE)

Tél : 04 78 03 67 73 ; Fax : 04 78 03 67 10

dhsp@mairie-villeurbanne.fr

Direction départementale des services vétérinaires

245 avenue Garibaldi, 69003 Lyon – 04 72 61 37 00

Direction régionale de l'agriculture et de la forêt

165 avenue Garibaldi, 69003 Lyon – 04 72 63 13 13

Pour tout renseignement et dépôt de dossier ou de plaintes, s'adresser par courrier auprès des services de :

- > La préfecture du Rhône, 106 rue Pierre Corneille, 69003 Lyon
- > La mairie de Villeurbanne, BP 5051, 69601 Villeurbanne cedex

Pour toute demande de classement ICPE, s'adresser à la préfecture du Rhône

A consulter : le site de la Préfecture du Rhône

www.rhone.pref.gouv.fr/dag/installations_classées/index.html

La qualité de vie au quotidien : tags et graffitis, assainissement

1 - NETTOIEMENT DES TAGS ET GRAFFITIS

Des principes de bonne conduite

Les tags, graffitis et autres inscriptions sur les bâtiments rendent difficile le maintien de la qualité du cadre de vie. Ces dégradations peuvent être limitées grâce à la contribution individuelle de chacun.

Informations pratiques

La Direction de la proximité de Villeurbanne mobilise des équipes de nettoyage des tags. Sur simple demande formulée auprès du service, une opération peut être lancée. Les tags visibles sur la voie publique peuvent être ainsi pris en charge par la Direction de la proximité. Dans le cas où les tags ne sont pas visibles depuis la voie publique, leur enlèvement est à la charge du propriétaire des locaux.



Contact :

Direction de la Proximité de la mairie de Villeurbanne Tél : 04 78 03 68 02

2 - ASSAINISSEMENT

Des principes de bonne conduite

Certains rejets sont interdits dans les égouts et doivent faire l'objet d'un traitement au sein du processus de fabrication de l'entreprise. La qualité des rejets et la possibilité de leur évacuation ou non dans les égouts doit donc être prises en compte par l'entreprise.

Aspects législatifs et réglementaires

Des réglementations spécifiques sont établies en matière d'assainissement :

- > Code de l'environnement : Livre V, et ses textes d'application
- > Code de la santé publique: articles L1331-1 à L1331-26, D1332-8, R133-81 et R1416-3
- > Règlement sanitaire départemental: chapitre III, sections 2, 3 et 4.
- > Règlement d'assainissement du Grand Lyon

Informations pratiques

La DRIRE peut être consultée sur le système de filtration à mettre en place pour le traitement des déchets interdits dans les égouts. La gestion des réseaux et l'assainissement relèvent de la compétence du Grand Lyon. La qualité des eaux est contrôlée par la DASS et, par délégation, par les services municipaux.

Contact :

Direction hygiène et santé publique de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 68 76; Fax : 04 78 03 67 10

Grand Lyon : Direction Eau et Assainissement

Réseaux : 04 72 76 85 50 ; Stations : 04 78 89 72 96 ; Prévention : 04 72 76 85 62 ;

En dehors des heures d'ouverture des bureaux : 04 78 86 63 70

Les samedis, dimanches et jours fériés : 04 78 86 63 83

La qualité de vie face aux nuisances : bruit, odeurs, rejets atmosphériques

1 - BRUIT

Principes de bonne conduite

Un établissement peut être à l'origine de nuisances sonores extérieures. Les lieux de grande densité urbaine voient une accumulation de bruits de toutes sortes causant une nuisance, voire une pollution sonore.

Le bruit peut provenir :

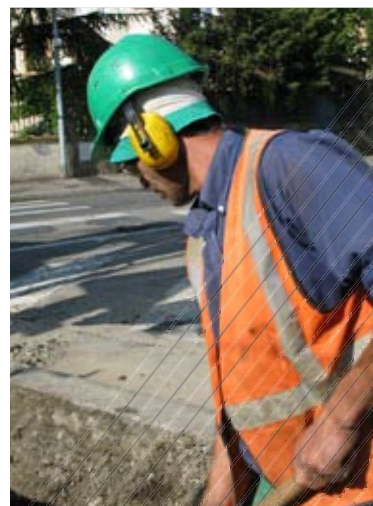
- > de défauts dans l'isolation acoustique du bâtiment
- > d'équipements et d'installations (chaufferie, machines industrielles, fours, ventilation...)
- > de matériels utilisés sur des chantiers privés, à des heures indues
- > d'installations classées pour la protection de l'environnement (chaudronneries, ateliers d'emboutissage...)
- > de lieux publics (hauts parleurs, matériels de sonorisation...)
- > d'un tapage nocturne (établissements de loisirs, de restauration)

Cet impact sonore peut avoir des effets sur la santé publique et provoquer des tensions entre riverains.

Aspects législatifs et réglementaires

Le bruit et ses nuisances relèvent d'une réglementation :

- > le Code de l'environnement : Livre V, et ses textes d'application
- > le Code de la santé publique et notamment les articles L1336-6 à L1336-10 sur le bruit
- > un Arrêté préfectoral n°99.1667 du 19 avril 1999 dont l'objet est la lutte contre les bruits de voisinage
- > le Décret n°98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse
- > un Arrêté du 15 décembre 1998 pris en application du décret n°98-1143



Les articles du code de la santé fixent les modalités de mesure et de détermination de l'infraction.

L'arrêté préfectoral fixe les règles et horaires à respecter aussi bien pour les activités professionnelles que pour celles des particuliers.

Le décret sur les lieux musicaux fixe les niveaux limites à ne pas dépasser en vue de préserver la santé publique des clients de ces établissements et impose la réalisation d'études d'impact sur l'environnement.

2 - ODEURS ET REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Des principes de bonne conduite

La qualité de l'air est une composante essentielle de la qualité de vie d'un espace urbain. Afin de préserver la qualité de l'air, les installations et appareils utilisés par les entreprises et à l'origine de pollution atmosphériques sont soumis à réglementation.

La qualité de vie face aux nuisances : bruit, odeurs, rejets atmosphériques

Aspects législatifs et réglementaires

Sont à distinguer :

- > les établissements relevant du Code de l'environnement qui exercent des activités répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au delà de seuils précisés (voir Fiche n°12).
- > En deçà de ces seuils, les établissements relèvent du Règlement sanitaire départemental
 - Pour les installations non classées:
 - Règlement sanitaire départemental (RSD):
 - Titre II/Chapitre II/article n°31 traite des conduits de fumée et de ventilation ainsi que des appareils à combustion.
 - Titre II/Chapitre III/ article n°53 régit les installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion.
 - Titre III/Section n° II expose les dispositions applicables aux bâtiments autres que ceux à usage d'habitation et assimilé en matière de ventilation des locaux.
 - Arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumée desservant des logements est applicable aux locaux autres que ceux d'habitation pour ce qui concerne par exemple les orifices extérieurs des conduits de fumée.
 - Pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):
 - Code de l'environnement : Livre V, et ses textes d'application (voir Fiche n°12)

Informations pratiques

A Villeurbanne, la qualité de l'air fait l'objet d'une surveillance, de campagnes de mesure et de contrôle permanents, grâce à un réseau de capteurs et ponctuellement par une station mobile

La loi sur l'air du 30 décembre 1996 impose des objectifs de qualité de l'air aux collectivités locales.

Le Comité pour le contrôle de la Pollution Atmosphérique dans le département du Rhône et la région Lyonnaise (Coparly), créé en 1979, permet d'effectuer des mesures, de centraliser les données de l'agglomération, de faire appliquer les procédures de préservation de la qualité de l'air.

L'opérateur technique du Coparly est la Direction écologie urbaine de la ville de Lyon. Le réseau de capteurs fixes (115) s'étend sur 47 sites et fournissant 149 mesures tous les quarts d'heure en continu pour les pollutions :

- > urbaines de fond (dioxyde de soufre, poussières)
- > de proximité (monoxyde d'azote, monoxyde de carbone, plomb, hydrocarbures en provenance du trafic automobile)
- > industrielle (dioxyde de soufre, oxydes d'azote, hydrocarbures, poussières)

Contact :

Direction hygiène et santé publique de la ville de Villeurbanne

Tél : 04 78 03 68 76; Fax : 04 78 03 67 10

Respirer : la ventilation et l'assainissement des locaux de travail

Principes de bonne conduite

La ventilation et l'assainissement des locaux de travail doivent permettre à chacun de respirer un air sain.

On distingue deux types de locaux :

- > les locaux à pollution non spécifique (locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires),
- > les locaux à pollution spécifique (locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes).

Afin d'obtenir un air sain, 2 types de ventilations sont envisageables :

- > la ventilation naturelle permanente (ventilation assurée naturellement par le vent ou par l'écart de température entre l'extérieur et l'intérieur),
- > la ventilation mécanique (ventilation assurée par une installation mécanique).

La ventilation des locaux doit permettre d'atteindre 4 objectifs :

- > extraire tous les polluants,
- > obtenir assez d'air neuf,
- > éviter les inconvénients (courants d'air, variation de température),
- > obtenir un air purifié sans odeurs gênantes

Aspects législatifs et réglementaires

La législation concernant l'aération et l'assainissement des locaux de travail se trouve dans les articles R 232-5-1 à R 232-5-10 ainsi qu'à l'article R 232-13 du Code du travail.

- **Locaux à pollution non spécifique** : une ventilation exclusivement naturelle est autorisée sous certaines conditions de volume et de travail.
- **Locaux à pollution spécifique** : il y a seulement des objectifs à atteindre par des moyens différents selon les polluants qui sont présents :
 - > capter le polluant à la source
 - > compléter le captage par une ventilation générale
 - > supprimer le risque : être en dessous des VLEP
 - > apporter de l'air neuf traité
 - > concevoir des installations de ventilation qui ne gênent pas les travailleurs
 - > organiser le traitement et le rejet des polluants
- **Toutes les installations de ventilation doivent être vérifiées périodiquement** :
 - > tous les 12 mois pour tous les locaux,
 - > tous les 6 mois si l'air est recyclé.

Informations pratiques

Services compétents pour la ventilation des locaux :

- > La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) : informe et conseille les salariés, employeurs, membres des institutions représentatives du personnel, organisations professionnelles et syndicales en matière de réglementation du travail. Les sections d'inspection du travail assurent le contrôle du respect du droit du travail concernant notamment les conditions de travail et de sécurité.
- > La CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie)

Pour certaines activités nécessitant une climatisation des locaux, des systèmes présentant moins de risques pour la santé publique et l'environnement sont disponibles dans le commerce.

Les questions relatives à la ventilation, à la réfrigération et à l'évacuation des fumées et rejets dans l'air étant complexes et spécifiques selon les cas, **il est recommandé de s'adresser à la Direction de l'hygiène et de la santé publique de la ville de Villeurbanne (sur rendez-vous).**

Contact :

Service Circulation de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 67 89

Une nourriture saine : à propos de l'hygiène alimentaire

Principes de bonne conduite

En matière d'hygiène alimentaire, le principe directeur est celui de la « marche en avant » des produits, organisation consistant à bien dissocier les produits « propres » et les produits « sales » de façon à ce qu'ils ne se croisent jamais dans les locaux de préparation avant d'être remis ou livrés au consommateur.

Avant d'effectuer des travaux pour un espace de restauration, de commerce ou de préparation de denrées alimentaires, il est donc plus sûr de faire contrôler les plans d'installation par l'un des inspecteurs du service communal d'hygiène (sur rendez-vous). Dans tous les cas, il est aussi plus sûr de s'adresser à un professionnel connaissant parfaitement les points réglementaires.

Aspects réglementaires et législatifs

L'ouverture au public d'un espace de restauration, commerce ou préparation alimentaire était conditionnée par le respect de deux arrêtés pour l'établissement.

Ces deux textes définissaient la conception, les dimensions, la construction et l'agencement des locaux des établissements où les aliments sont soit préparés en vue de leur remise directe au consommateur, soit remis directement au consommateur.

A cette réglementation se substitue depuis le 1^{er} janvier 2006 «le paquet hygiène» composé de 4 règlements et d'une directive du Parlement européen et du Conseil, dont deux s'adressent aux professionnels :

Le règlement 852/2004 établit, à l'attention des exploitants du secteur alimentaire, des règles générales d'hygiène applicables à toutes les denrées alimentaires. Il fixe également des règles d'hygiène à respecter par les exploitants de production primaire.

Le règlement 853/2004 établit, à l'attention des exploitants du secteur alimentaire, des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale. Ces règles viennent en complément de celles qui sont fixées dans le 852/2004. Ce règlement ne s'applique pas aux établissements de remise directe ni aux établissements fabricant des denrées alimentaires contenant à la fois des produits végétaux et des produits d'origine animale transformés. Par ailleurs, il acte le principe de la dispense d'agrément.

Pour aller plus loin...

La traçabilité des produits mais aussi la relation au producteur constituent des axes de travail promus par le développement durable. Favoriser un achat éthique aux producteurs, en visant en priorité ceux qui sont implantés localement peut constituer un apport pour mieux contrôler la qualité des produits. En réduisant le nombre d'intermédiaires et en recherchant des fournisseurs dans sa proximité, l'entreprise contribue ainsi à mieux s'inscrire dans une économie locale à laquelle elle participe.

Contact :

Direction hygiène et santé publique de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 68 76; Fax : 04 78 03 67 10

Occupation momentanée du domaine public

1 - ZONES DE CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT

Principes de bonne conduite

En milieu urbain, la voirie est partagée par les habitants, les commerçants et les entreprises de livraison. Il est donc essentiel de segmenter l'espace et de réglementer des heures particulières consacrées aux activités de chargement et déchargement pour préserver la libre circulation de tous les usagers du territoire.

Aspects législatifs et réglementaires

Le Code général des collectivités territoriales réglemente l'usage d'une zone de chargement et déchargement :

- > ces emplacements ne sont pas réservés aux seuls professionnels livreurs mais bien à tous automobilistes en opération de manutention momentanée
- > cette zone n'est pas nominative
- > il ne peut donc être mis d'objets (barrières, plots...) pour se réserver cet emplacement
- > les horaires d'utilisation de cet espace doivent être respectés
- > en dehors des horaires proposés, cette zone redevient une place de stationnement 'classique'.

Informations pratiques

Les activités de toute entreprise comprennent des temps de livraison et donc de moments de chargement et déchargement de véhicules. Il est possible de faire réaliser des tracés spécifiques sur la voirie pour faciliter ces activités contribuant à la vie quotidienne des entreprises.

Une démarche à l'initiative de l'entreprise peut être alors menée :

Pour toute demande de tracé d'une zone de chargement et déchargement, l'entreprise peut s'adresser auprès du maire adjoint à la circulation. Cette demande sera examinée en groupe de travail «Déplacements Urbains», lequel se réunit une fois par mois.

Le groupe de travail émet un avis. Dans le cas d'un accord (avis favorable), le maire prendra un arrêté de circulation.

La tracé de l'espace « chargement –déchargement » sera réalisé par le service Voirie du Grand Lyon.

Occupation momentanée du domaine public

2 - TRAVAUX SUR CHAUSSÉES ET CHANTIERS

Les indications contenues dans la fiche 3 peuvent aussi vous aider dans la réalisation de ce type de travaux.

Principes de bonne conduite

Les travaux entrepris sur la voirie ou les chantiers peuvent limiter les accès des personnes et des véhicules. Pour prévenir ces situations, anticiper les désagréments causés et informer au plus tôt l'administration et les usagers, il convient de procéder à une démarche auprès des services municipaux.

Aspects législatifs et réglementaires

Tout projet de travaux ou chantiers empiétant sur la voirie et à l'initiative d'une entreprise devra faire l'objet d'une demande auprès de la mairie.

Toute demande d'arrêté de circulation doit s'effectuer dans les 10 jours ouvrés avant la date des travaux auprès du service Circulation de la Ville de Villeurbanne.

Après examen de cette demande par les services concernés de la ville de Villeurbanne et du Grand Lyon, un avis est donné (accord ou non).

Le refus d'une autorisation de travaux ou chantier peut tenir à des contraintes d'accès pour les services prioritaires (ambulances, pompiers, polices...).

L'installation de palissades et barrières de protection, avec la signalisation nécessaire, fait aussi l'objet des clauses de la Charte des espaces extérieurs.

Contact :

Service Circulation de la ville de Villeurbanne
Tél : 04 78 03 67 89



annexes

Index des sigles

Glossaire du développement durable

Annuaire

Pour en savoir plus....

Bibliographie

Index des sigles

1	ADEME :	Agence Départementale de l'Energie et de l'Environnement
2	AML :	Aire Métropolitaine de Lyon
3	AOTU :	Autorité Organisatrice des Transports Urbains
4	APDD :	Association pour les Pratiques de Développement Durable
5	CCIL :	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon
6	COL :	Contournement ouest de Lyon
7	COPARLY :	Comité de Coordination pour la Contrôle de la pollution Atmosphérique dans la Région Lyonnaise
8	CRAM :	Caisse Régionale d'Assurance Maladie
9	DDAF :	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
10	DDE :	Direction Départementale de l'Equipeement
11	DDTEFP :	Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
12	DRAST :	Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques
13	DRE :	Direction Régionale de l'Equipeement
14	D.R.I.R.E :	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
15	D.S.V. :	Direction des Services Vétérinaires
16	DTA :	Directives Territoriales d'Aménagement
17	DTEPC :	Déclaration de travaux exemptés de Permis de Construire
18	ENTPE :	Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
19	EPCI :	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
20	HACCP :	Hazard Analysis Critical Control Point, Analyse des risques et contrôle des points critiques
21	ICPE :	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
22	LOADT :	Loi d'Orientation sur l'Aménagement et le Développement durable du Territoire
23	LOTI :	Loi d'Orientation des Transports Intérieurs
24	MEDD :	Ministère de l'écologie et du développement durable
25	PADD :	Plan d'Aménagement et de Développement Durable
26	PDU :	Plan de Déplacement Urbain
27	PLH :	Programme Local d'Habitat
28	PLU :	Plan Local d'Urbanisme (ex Plan d'Occupation des Sols)
29	POS :	Plan d'Occupation des Sols
30	PUCA :	Plan Urbanisme Construction Architecture
31	RUL :	Région Urbaine de Lyon
32	SCOT :	Schéma de cohérence territoriale
33	SDAL :	Schéma Directeur de l'Agglomération Lyonnaise
34	SDAU :	Schéma directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
35	SDC :	Schéma de Développement Commercial
36	SDE :	Schéma de Développement Economique
37	SDEC :	Schéma Départemental d'Equipeement Commercial
38	SDUC :	Schéma directeur d'urbanisme commercial
39	SEPAL :	Syndicat d'Etudes et de Programmation de l'Agglomération Lyonnaise, chargé du SCOT de
40		l'agglomération lyonnaise
41	SRU :	Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain
42	SYTRAL :	Syndicat Mixte des Transports pour le Rhône et l'Agglomération Lyonnaise
43	TCL :	Transports en Commun de Lyon
44	TEO :	Tronçon est-ouest de l'agglomération lyonnaise
45	TOP :	Tronçon ouest du Périphérique
46	VRU :	Voies Rapides Urbaines
47	ZAC :	Zone d'Aménagement Concerté
48		
49		

Glossaire du développement durable

Agenda 21 local

Processus de réflexion stratégique proposé dans l'Agenda 21 de Rio §28.3 pour mettre en place au niveau local un projet collectif de développement durable : *«Il faudrait que toutes les collectivités locales instaurent un dialogue avec les habitants, les organisations locales et les entreprises privées afin d'adopter «un programme Action 21 à l'échelon de la collectivité». La concertation et la recherche d'un consensus permettraient aux collectivités locales de s'instruire au contact des habitants et des associations locales, civiques, communautaires, commerciales et industrielles, et d'obtenir l'information nécessaire à l'élaboration des stratégies les plus appropriées. Grâce au processus de concertation, les ménages prendraient davantage conscience des questions liées au développement durable. Les programmes, les orientations et les dispositions législatives et réglementaires appliqués par les collectivités locales pour réaliser les objectifs d'Action 21 seraient évalués et modifiés en fonction des programmes d'Action 21 adoptés à l'échelon local. Les stratégies pourraient également servir à appuyer des projets de financement local, national, régional et international.»*

Amélioration continue (amélioration permanente)

«Processus d'enrichissement du système de management environnemental pour obtenir des améliorations de la performance environnementale globale en accord avec la politique environnementale de l'organisme.»

Audit environnemental

«Processus de vérification systématique et documenté permettant d'obtenir et d'évaluer, d'une manière objective, des preuves d'audit afin de déterminer si les activités, événements, conditions, systèmes de management environnemental relatifs à l'environnement ou les informations y afférant, sont en conformité avec les critères de l'audit, et afin de communiquer les résultats de ce processus au demandeur.»

Capital naturel (capital écologique)

«L'ensemble des actifs naturels qui produisent des biens et des services de façon continue. Ses principales fonctions comportent la production des ressources, (comme les poissons, le bois et les céréales), l'assimilation des déchets (comme l'absorption du CO₂, la décomposition des eaux d'égout) et les services de soutien de la vie (protection UV, biodiversité, nettoyage de l'eau, stabilité du climat).»

Consommation durable

«la consommation durable est une stratégie axée sur la demande pour modifier l'usage des ressources environnementales et les services économiques de façon à répondre aux besoins et augmenter la qualité de la vie pour tous, tout en régénérant le capital naturel pour les générations futures»

Déclaration de Rio (21 Principes de Rio)

Les 27 principes du Développement durable constituent la Déclaration de Rio, adoptée à l'unanimité par 178 Etats en juin 1992. L'homme est au centre des préoccupations (1) dans le respect des générations présentes et futures (3). Les Etats, qui doivent coopérer de bonne foi (27), ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources sans nuire aux autres Etats (2) qu'ils doivent avertir de toute catastrophe (18) ou activités dangereuses pouvant les affecter (19).

La protection de l'environnement est partie intégrante du processus de développement (4) elle est conditionnée par la lutte contre la pauvreté (5) et concerne tous les pays (6) selon des responsabilités communes mais différenciées (7). Les modes de production et de consommation non viables (non durables) doivent être éliminés (8) au profit de ceux qui seraient viables dont la diffusion doit être favorisée (9).

Le public doit être impliqué dans les décisions (10) dans le cadre de mesures législatives efficaces (11), économiques en internalisant les coûts grâce au principe pollueur payeur (16), par des études d'impact (17), toutes mesures qui ne doivent pas constituer des barrières injustifiées au commerce (12) tout en assurant la responsabilité de ceux qui causent les dommages (13) et en évitant le transfert d'activités polluantes (14).

Le principe de précaution (15) doit être mis en œuvre.

Un certain nombre de groupes majeurs (parties intéressées) ont un rôle particulier à jouer : les femmes (20), les jeunes (21), les communautés locales et autochtones (22). La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables (25) les règles d'environnement doivent être respectées en temps de guerre (24) et pour les populations occupées ou opprimées (23). Les différents d'environnement doivent être résolus pacifiquement (26).

Glossaire du développement durable

Développement durable (écodéveloppement, développement soutenable, développement viable)

«Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de «besoin», et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»

La traduction du mot anglais sustainable a été dans un premier temps soutenable (rapport Brundtland) aujourd'hui depuis la conférence de Rio la traduction généralement acceptée est durable.

Haute qualité environnementale (HQE) (construction verte, construction verte à haute qualité environnementale)

«La qualité environnementale d'un bâtiment correspond aux caractéristiques du bâtiment, de ses équipements (produits et services) et du reste de la parcelle, de l'opération de construction ou d'adaptation du bâtiment qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire les besoins de maîtrise des impacts sur l'environnement extérieur et de création d'un environnement intérieur confortable et sain.»

Commentaire : La traduction de l'anglais par construction écologiquement rationnelle que l'on trouve souvent constitue un abus de l'usage du mot rationnel. Le terme HQE est adopté par de nombreuses associations françaises, il est quasi institutionnalisé, certains proposent «écologie architecturale», terme qui pourrait s'apparenter à écologie industrielle ou écologie urbaine. Ce terme qui peut sembler plus approprié est pour l'instant peu utilisé.

Parties intéressées (parties prenantes, société civile, principaux groupes de l'Agenda 21, public concerné)

«Groupes d'individus, organisations ou compagnies qui affectent et / ou sont affectés par une compagnie, par exemple : actionnaires, clients, employés, partenaires économiques, ONG, collectivité locale.»

Principe de participation

«Le principe de participation, selon lequel chacun doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses.»

Remarque : le Code français de l'Environnement donne une définition particulièrement restrictive de la participation, en la limitant au droit d'information. Le principe 10 de Rio considère aussi la «participation des citoyens aux processus de décision» et l'accès aux recours juridiques. La Convention d'Aarhus de son côté garanti «l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement».

Principe de précaution

«Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable»

Le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement précise : «en cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement».

Principe de prévention (principe d'action préventive)

«Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.»

Principe pollueur/payeur

«Le principe pollueur/payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur.»

Le principe pollueur/payeur a été adopté par l'OCDE en 1972, en tant que principe économique visant l'imputation des coûts associés à la lutte contre la pollution. Ce principe est un des principes essentiels qui fondent les politiques environnementales dans les pays développés.

Glossaire du développement durable

Responsabilité sociale des entreprises (RSE)

«Un nombre croissant d'entreprises européennes promeuvent leurs stratégies de responsabilité sociale en réponse à une série de pressions sociales, environnementales et économiques. Elles visent à envoyer un signal aux différentes parties prenantes auxquelles elles ont affaire: salariés, actionnaires, investisseurs, consommateurs, pouvoirs publics et ONG. Ce faisant, les entreprises investissent dans leur avenir et espèrent que leur engagement volontaire contribuera à accroître leur rentabilité. Le concept de responsabilité sociale est essentiellement promu par les grandes entreprises, même si des pratiques socialement responsables existent dans tous les types de sociétés, publiques et privées, y compris les PME et les coopératives.»

Extrait de Glossaire pour le développement durable, Christian Brodagh, Ecole des Mines de Saint-Etienne.

Cette version du glossaire ou une plus complète peut être téléchargée sur :

<http://www.agora21.org/encyclopedie/glossaires.html.3>.

Annuaire

Grand Lyon :

Direction de la Propreté, Subdivision Net.3, 1bis chemin de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne ;
Tél : 04.37.91.76.20 - Fax : 04.37.91.76.29

Ville de Villeurbanne

DIRECTIONS

Direction Générale du Développement Urbain :
Tél. : 04 72 65 80 58 Fax. : 04 78 03 68 60

Direction de la Propreté, Subdivision collecte Est, COLLEST, 24 rue Cyprian, 69100 Villeurbanne,
Tél : 04 37 91 76 00 / fax : 04 37 91 76 19

Direction Hygiène et Santé Publique :
Tél : 04 78 03 68 76; Fax : 04 78 03 67 10

Direction Démocratie Locale et Maisons des Services Publics :
Tél : 04 78 03 69 79 ; Fax : 04 72 65 80 59

SERVICES :

Urbanisme :
Tél : 04 78 03 68 05 ; Fax : 04 78 03 68 60.

Service Sécurité civile :
Tél : 04 78 03 68 03 ; Fax : 04 78 03 67 29

Service Déplacements, Transports urbains, Accessibilité :
Tél : 04 72 65 80 53; Fax : 04 78 03 68 60

Service Circulation :
Tél : 04 78 03 67 89 ; Fax : 04 78 03 68 66

VTPCE (Voirie Territoriale de Proximité Centre Est):
Tél : 04 72 65 73 70

Subdivision Net.3, 1bis chemin de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne :
Tél : 04.37.91.76.20 - Fax : 04.37.91.76.29

Espace Entreprises : 50 rue Racine, BP 5051, 69601 Villeurbanne cedex ;
www.mairie-villeurbanne.fr

> Entrepreneurs de l'industrie et des services : Nathalie Tivan :
04 78 03 69 37 (nathalie.tivan@mairie-villeurbanne.fr)

> Artisans et commerçants sédentaires : Laurence Hardy :
04 72 65 80 63 (laurence.hardy@mairie-villeurbanne.fr)

> Créateurs ante et post-crétation (pendant les trois premières années), Villeurbannais souhaitant créer une entreprise ou personnes souhaitant créer une entreprise à Villeurbanne :
Martine Née : 04 78 03 68 59 (martine.nee@mairie-villeurbanne.fr)

Entrepreneurs villeurbannais en recherche de compétences et porteurs de projets issus du réseau de l'insertion :
Nicolas Dupont, agent de développement, chargée de mission emploi-insertion : 04 78 03 69 10

Relations entrepreneurs et intermédiaires financiers, les professionnels et les institutionnels de la recherche et de l'innovation : Martine Née : 04 78 03 68 59 (martine.nee@mairie-villeurbanne.fr) et Evelyne Chorier, déléguée d'antenne CCIL : 04 72 40 56 31 (chorier@lyon.cci.fr) ; Standard : tél. : 04 78 03 67 45 ; fax : 04 78 03 69 12.

Pour en savoir plus....

- 1 www.ecologie.gouv.fr (site du Ministère de l'écologie et du développement durable)
- 2 www.orse.org (observatoire de la responsabilité sociale des entreprises)
- 3 www.ciridd.org (centre international de ressources et d'innovation pour le développement durable)
- 4 www.naturalstep.org/what/index_what.html
- 5 (traduit en français par glossaire des termes et des concepts liés à la durabilité <http://policyresearch.schoolnet.ca/sustainability/concept/paper-f.htm>)
- 6 <http://www.undp.org/uncdf/Franc/role/table.htm>, La Gouvernance en faveur du développement humain
- 7 durable : Document de politique générale, PNUD, 1997,
- 8 <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/glossary.htm> (Glossary Ecological Footprints of Nations)
- 9 www.eduquer-au-developpement-durable.com
- 10 www.cerin.ch/french/main.html (CERIN, Centre d'étude sur la Recherche et l'Innovation).
- 11 www.revue-ddt.org (Revue Développement Durable et Territoires)
- 12 www.utoopies.com (cabinet de conseil français dédié depuis 1993 à la promotion du développement durable,
- 13 à travers des activités de recherche, d'information et de conseil aux entreprises.)
- 14 www.comite21.org (Comité français pour l'environnement et le développement durable, association loi 1901)
- 15 www.agora21.org (ARMINES, Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne)
- 16 www.mediaterre.org (système d'information mondial francophone sur le développement durable)
- 17 www.environnement.gouv.fr (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable)
- 18 www.developpement-durable.net
- 19 www.cerdd.org (Centre de Ressources du Développement Durable, association française loi 1901 devenue
- 20 Groupement d'intérêt Public, à Lille).
- 21 www.aedev.org (Association e-Développement, favorisant l'usage des technologies de l'information et de la
- 22 communication dans les pays du Sud et de les mettre au service du développement durable.)
- 23 www.europa.eu.int/comm/environment/eussd/index_fr.htm; (Commission européenne)
- 24 www.oecd.org; (site de l'OCDE sur le développement durable)
- 25 www.association4d.org (Association loi 1901, Dossier et Débats pour le Développement Durable)
- 26 www.alliance21.org (site soutenu par la Fondation Charles Leopold Mayer)
- 27 www.alternatives-economiques.fr (site du magazine Alternatives économiques)
- 28 www.iddri.org (Institut du développement durable et des relations internationales)
- 29 www.crid.asso.fr (Centre de Recherche sur le développement durable)
- 30 www.techgrandlyon.prd.fr (site de l'Université Internationale du Développement Durable, UIDD, hébergé par le
- 31 Grand Lyon)
- 32 www.equitable-forum.org (Forum mondial du développement durable)
- 33 www.larevuedurable.com (journal suisse sur le développement durable)
- 34 www.novethic.fr (centre de ressources et d'expertise sur la responsabilité sociétale des entreprises et
- 35 l'investissement socialement responsable. Novethic, créée en avril 2001, filiale de la Caisse des dépôts)

Bibliographie

1 Revue Economie & Humanisme n360, mars 2002, Développement durable, développement de l'homme.

2 Brundtland Gro Harlem, Notre Avenir à Tous, rapport de la commission Mondiale sur l'Environnement et le
3 Développement (commission Brundtland), Les Editions du Fleuve, 1989, traduction française de «Our Common
4 Future» paru en 1987.

5
6 Développement durable, le challenge du 21e siècle pour les entreprises, Institut Qualité et Management, Paris, 2001.

7 Chassande Pierre, Le développement durable, pourquoi ?, comment ?, éd. Edisud, 2002.

8
9 Bobe Pierre, Développement durable, l'avenir de la planète, éd. CFDT, coll. nouveaux horizons, Paris, 2002.

10 Collectif, Comité 21, Entreprises et Développement durable, 2003.

11
12 Conseil économique et social, Journal officiel, Environnement et développement durable, l'indispensable
13 mobilisation des acteurs économiques et sociaux, 2003.

14 Cercle éthique des affaires, Ethique et développement durable, Quelles nouvelles responsabilités pour
15 l'entreprise, n°16, éd. Vetter, avril 2002.

16
17 Lorach Jean-Marc, De Quatrebarbes Etienne, Guide du territoire durable, l'agenda 21 local pour les collectivités
18 territoriales et leurs partenaires, éd. Village mondial, 2003.

19 Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), Nations Unies,
20 26 août-4 septembre 2002, A/CONF.199/20.

21
22 Atlas mondial du développement durable, Concilier économie, social et environnement, Anne-Marie Sacquet,
23 éd. Autrement, Paris, 2002.